SILENCE

ECOLOGIE - ALTERNATIVES - NON-VIOLENCE - MAI 88 - N°104 - 12 F

Page 2 : **VECU**
Maison du cadre de vie

Page 5 : **ENERGIES**
40 maisons photovoltaïques

Page 9 : **RACISME**
Un procès exemplaire

Page 11 : **NUCLEAIRE**
L'affaire Transnucléaire

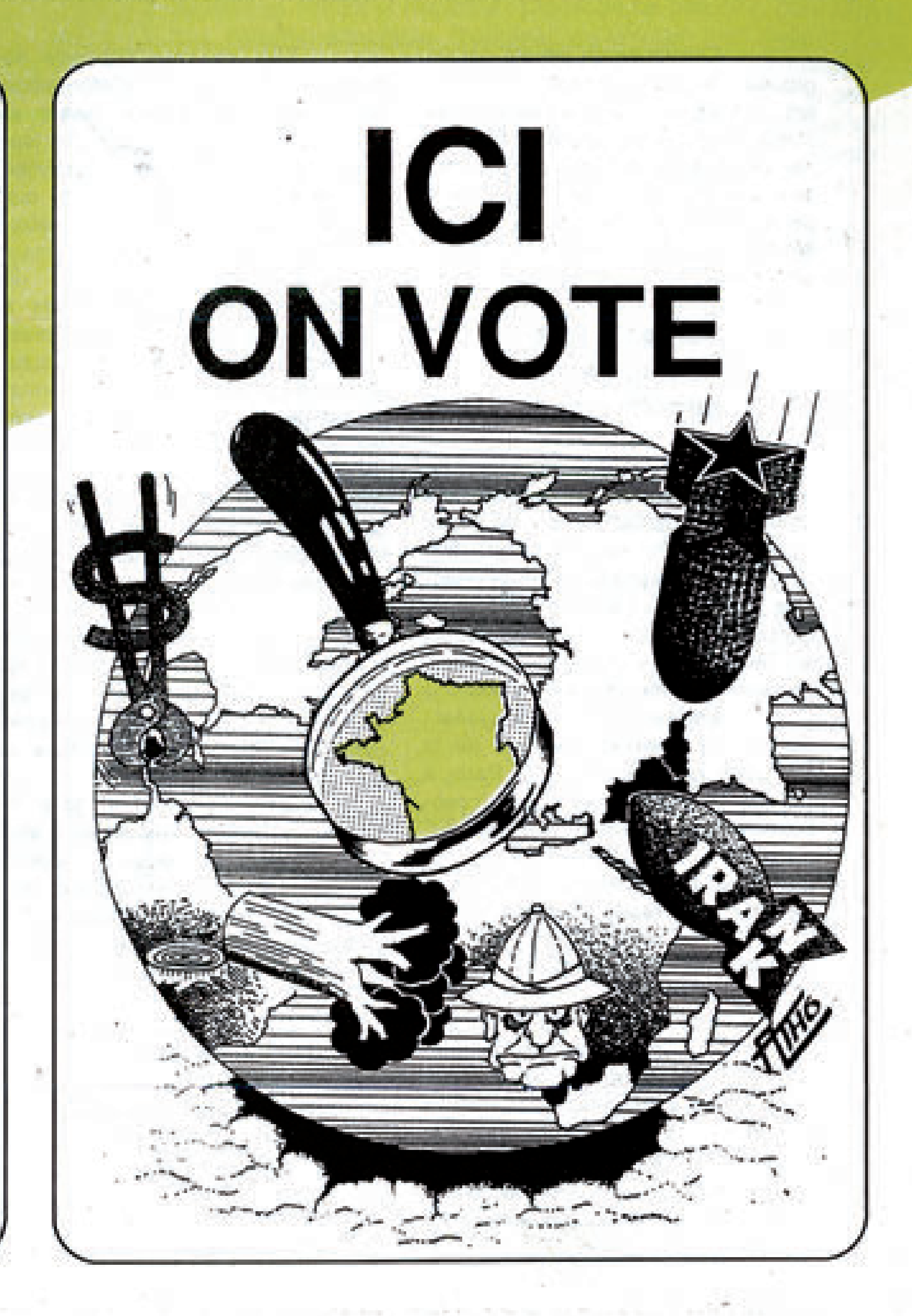
Page 13 : **NUCLEAIRE**
Château à Dunkerque

Page 15 : **REFLEXIONS**
Avec Hubert REEVES

Page 17 :
INTERNATIONAL
Sanctionner l'Apartheid

Page 19 :
ENVIRONNEMENT
Le Tramway de Grenoble

Page 23 : **SOCIETE**
Les exclus par le Dr Ollivenstein



VECU

LA MAISON DU CADRE DE VIE

Voici deux ans que le projet de mettre en place un équipement consacré aux questions de l'aménagement du cadre de vie a pris naissance dans le département de l'Essonne en région parisienne.

Constituée au départ, par un groupe de professionnels (architectes, urbanistes, paysagistes...) du Syndicat de l'Architecture de l'Essonne, l'équipe de conception de cette structure s'est largement ouverte lors de la constitution de l'association "La Maison du cadre de vie de l'Essonne" en février 1987.

Un véritable équipement départemental

Cette "Maison du cadre de Vie" repose sur la charte nationale des Maisons du Cadre de Vie approuvée dès 1985 par la Fédération Nationale des Syndicats de l'Architecture. Elle a pour but la diffusion de la culture, l'information, la formation et les services dans tous les domaines de l'aménagement du cadre de vie.

Elle se situe en un lieu idéal : La Croix-St-Jacques, au bord de la route nationale 20, au Sud de Paris, à La Ville au Bois, à proximité d'un centre commercial de 27000 m2, un supermarché de l'horticulture et surtout une exposition de 80 maisons individuelles... où passent plus d'un million de personnes chaque année, à une trentaine de kilomètres au sud de Paris (direction Orléans).

Elle a été installée, grâce à l'aide de la municipalité, dans une ancienne maison bourgeoise de 1200 mètres carrés de surface et permet à l'ensemble des activités programmées de se dérouler au sein d'une même structure d'accueil, en favorisant l'échange et la coopération entre les différents utilisateurs.

Elle offre aux habitants de l'Essonne un lieu vivant d'information pour mieux choisir leur habitat et mieux réfléchir au paysage de leur avenir. Elle permet aux collectivités territoriales, aux organismes et aux institutions de disposer d'un instrument décentralisé de développement de solidarité intercommunale, un conseil et des services adaptés à leurs besoins. Elle offre aux professionnels du cadre de vie une structure d'échanges, de réflexion, d'information et de formation, un lieu de rencontre privilégié entre le public, le privé et les autres utilisateurs. Elle propose enfin aux artisans, industriels et concepteurs, un service de promotion de leur production par la création d'un Label de la Maison du Cadre de Vie.

Cette démarche, abordant les problèmes du cadre de vie de façon globale, est une nécessité ressentie par tous les acteurs de l'aménagement pour mieux connaître et maîtriser l'environnement.

L'association qui gère la maison distingue deux types d'activités : celles qui peuvent apporter des ressources et celles qui n'en rapportent pas. Pour les premières, elle disposent de salariés, pour les secondes, elles recherchent des financement extérieurs.

La Maison du Cadre de Vie s'articule autour de sept activités.

Un restaurant atelier protégé

Mis en place par l'AIPS, Association pour l'insertion professionnelle et sociale, un restaurant / atelier protégé permet de former aux métiers de la restauration de jeunes adultes handicapés pour leur permettre de trouver un premier emploi. Cela a nécessité un investissement de 1,5 million de francs, largement subventionné par le Minisètre de l'Emploi et par l'Association pour l'Aide aux Jeunes Handicapés. Il ouvrira en juin 88 et proposera 70 couverts. Huit jeunes handicapés y trouveront ainsi un lieu de réinsertion. L'encadrement étant assuré par un gestionnaire et un cuisinier.

La boutique sociale

Conçues depuis 15 ans par des travailleurs sociaux désirant pratiquer la "prévention sociale", ces boutiques se veulent un lieu de dialogue entre ceux qui possèdent l'information sociale et les usagers. Basée sur le bénévolat, la boutique assure une permanence hebdomadaire depuis le mois de janvier 88. Elle doit permettre aux acquéreurs potentiels de maisons individuels qui viennent visiter le village-expo d'obtenir des renseignements, de connaître leurs droits, d'éviter les pièges des promoteurs, de connaître les avantages accordés à certaines catégories de population (locataires, jeunes, personnes âgées, personnes en difficulté) etc...

Des expositions

Vu le grand nombre de personnes qui passent, des expos se déroulent régulièrement, soit thématiques, soit artistiques, soit de pro-

ANCIENS NUMEROS

82 **Tchernobyl (1),** Chirac et immigrés, Non-violence en Palestine, installation d'éolienne 10 F

83 **Tchernobyl (2),** retour à la terre, les plans ouvriers, la nouvelle économie, la méthode Gordon(1) 10 F

84 **Le Pyralène,** construction écologique, Paris-Dakar, Autogestion et libéralisme, Gordon(2), Tchernobyl, Choix énergétiques corses, pollution en Pologne, les petits boulots, 10 F

85 **Terrorisme,** ALDEA, Tchernobyl, Polynésie, mutations sociales et régressions, occupations de logements, Gordon (3), NODAF 10 F

86 **Scénarios énergétiques,** petits boulots, Cohn-Bendit, Coca en Bolivie, Prisons, Désarmement, Taxes et Agri bio, Champ pour le Tiers-Monde 10 F

87 **Pollution du Rhin,** garage associatif, éoliennes, Technologies et emplois Expulsions = racisme légal 10 F

88 **Mouvement étudiant,** Ardelaine, Liste de femmes à Hambourg, PCB, Jazz again à Prague, programmation militaire, risques biotechnologies (1) 10 F

89 **Eurodisneyland,** resto "Le temps des cerises", CRII-Rad, le CEA, conflit du rail, Carte de Séjour, risques biotechnologies(2), Robin des Bois, Pour que vive la forêt,Paris-Dakar 10 F

90 **Les restos du Cœur,** maison de photopiles, blocage d'un rallye, incidents à Malville, Pour un projet alternatif global, les Verts Européens, Insecticide(1) 10 F

91 **Déchets nucléaires,** le bois cordé Espéranto (1), le partage du travail,pot catalytique, l'ours, Insecticide (2) 10 F

93 **La bagnolisation,** maison bioclimatique, la France des Caddies, les voitures solaires, l'irradiation des aliments, Espéranto (2), Tiers-monde et consommation, Insecticide(3) 10 F

94-95 **Maîtrise de l'énergie,** Village au bout du monde, Kanaki, Espéranto (3), référendum italien, Jeunes & Nature Patate pour le tiers-monde, Malville 77 Accident chimique, Rencontres alternatives, Ecologie au Brésil, Barbie, Deleplace, etc, 15 F

96 **Dépérissement forestier,** AVEC, Repas alternatifs, réseau Espérance(1), fuite à Malville, déchets, réseau antinucléaire, Antoine Waechter, séchage solaire, désobéissance civile 10 F

97 **Autoconstruction,** Cahu, Kanaki, Dépérissement forestier (2), Lavours, Menus alternatifs (2), Réseau Espérance (2), Expulsions, etc 10 F

98 **Malville : la fin,** Immeuble collectif solaire , la fin de l'AFME, EDF new-look, fuite à La Hague, Menus Alternatifs (3), Créer sa monnaie, Manœuvres en RFA, Paris-Dakar, etc... 10 F

99 **Krach boursier,** Centre de Paix en RFA, Santé et habitat, PCB, nuage à Nantes, bras de fer à Malville, Framatome, expulsions, plan de paix en Amérique Centrale, ventes d'armes à l'Iran 12 F

100 **Accord de désarmement,** revenu minimum garanti, ozone(2),Hienghène, Lait maternel, antiracisme, candidat colonies, arrêt de Malville,prisons, financement des partis,droit des aliénés, centre de paix à Lyon 12 F

101 **Chasse aux kanak,** ozone(3), Stress, revenu minimum, Palestine, nucléaire et tiers-monde, Juquin 12 F

102 **La dette du tiers-monde,** marées noires, éducation au Nicaragua, pillage de la Namibie, Insecticide (4), Bayoud, sophrologie 12 F

103 **Forêt tropicale,**CIGALEs, Kanaki, Colonies, matières dangereuses, Santé et autonomie, dette du tiers-monde (2), Olivenstein (1) 12 F

Joindre un chèque correspondant aux numéros demandés. L'envoi n'est pas forcément fait immédiatement.

EDITORIAL

8 MAI 88 : LA FRANCE S'ENNUIE

Les dimanches de deuxième tour d'élection me font un peu penser à certaines réunions de famille. On se retrouve là avec des gens qu'on n'a pas vus depuis longtemps, avec lesquels on n'est pas forcément d'accord, ou qui nous ennuient un peu. Mais on essaie de faire avec, de ne pas lancer de discussion qui va dégénérer, de convaincre et d'essayer de se convaincre qu'on est finalement d'accord sur l'essentiel. Plaisir et déplaisir : plaisir de ne pas être, pour une fois, l'éternel gauchiste, "l'original" ou le vilain petit canard. Et aussi la désagréable sensation qu'on s'est fait flouer quelque part. Le soir, après le repas, le café, le pousse-café et la promenade on se demande parfois si on a eu raison de fermer sa gueule. Ainsi, certains dimanches on met le bulletin de vote dans sa poche, le mouchoir par dessus et on va accomplir son devoir électoral...

Les élections c'est toujours ça. Mais cette fois-ci c'est plutôt pire et ça commence à se dire. *"Le 24 avril et le 8 mai prochains nous saurons enfin, qui des conseillers des principaux candidats aura effectivement gagné cette élection, M. Jacques Séguéla (Mitterrand), M. Jean-Michel Goudard (Chirac) ou M. Jacques Bille (Barre)".* Ces propos sont-ils le fait d'un activiste anarchiste qui manifeste une fois de plus son refus viscéral des élections. Vous n'y êtes pas. Ces quelques lignes se retrouvent sous la plume d'Ignacio Romanet dans les colonnes du très sérieux *Monde Diplomatique.* (1)

Quand vous lirez ce numéro de *Silence,* on sera entre deux tours. Je veux dire entre le mauvais tour qu'on nous a joué et celui qu'on nous mijote. Arlette Laguiller parle déjà du "troisième tour des travailleurs". Peut-être. Mais s'agit-il vraiment de cela ? Est-ce que les écologistes doivent attendre le moment où ils seront consacrés par l'histoire ? Rassurez-vous, nous n'avons pas l'intention de vous donner de consignes de vote pour le second tour... Le problème est bien plus vaste. *"Une société ne change pas en profondeur par la seule volonté d'un groupe organisé très hiérarchisé, qui agit à travers la conquête et le contrôle du pouvoir d'Etat. A l'opposé, l'écologie inspire une conception 'foisonnante' du changement. Et si le rôle central attribué à la notion de pouvoir était aujourd'hui rempli par celle de culture ?"*(2) C'est du moins dans ce champ que ce situe *Silence.* Cette culture nous la faisons et la défaisons sans triomphalisme et sans désespoir.

Jean-Luc Thierry

(1) Le Monde Diplomatique d'avril 1988.

(2) Pierre RADANE, ancien directeur de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie dans la région Nord, dans Libération du 5 avril 1988.

duits, matériaux et projets touchant le domaine de l'aménagement du cadre de vie, de l'architecture au paysage, en passant par l'urbanisme et l'environnement. De telles expositions ont débuté en janvier 88.

Les activités pour les enfants

En dehors d'une exposition permanente de jeux pour enfants présentés par leurs constructeurs, les autres activités de la Maison du Cadre de Vie s'attacheront à faire participer les enfants. Ceci se fera en relation avec les écoles du département et en lien avec le Service de la Jeunesse et des Sports. Actuellement, cette partie reste en projet car il y a un problème de démarrage : la qualité de l'encadrement étant nécessaire dès le départ.

Le label de la Maison du Cadre de Vie

Cette activité est destinée plus particulièrement aux professionnels publics et privés. Une commission attribuera un label de qualité à des produits qu'elle considérera comme innovants ou comme réunissant des qualités dignes d'être citées en exemple. L'un des objectifs de ce label est l'amélioration du produit du travail de chacun grâce à une meilleure adéquation à la demande des utilisateurs. Les produits "labellisés" bénéficieront d'une diffusion (exposition, présentation, édition).

Cette notion de Label accompagne également toute activité se déroulant dans les murs de l'association.

Les expos-produits

Les expos-produits ont pour objet la présentation/édition de matériaux, procédés de construction et d'équipement du cadre bâti et de son environnement qui ont reçu le Label de la maison. Des fiches compléteront l'exposition pour préciser l'usage, le coût, la comparaison, la pérennité, l'innovation, les performances, le mode de distribution, le service après-vente... Ces expositions sont à l'étude mais devrait voir le jour d'ici peu.

L'atelier de recherche et de pratique opérationnelle

Ce centre recevra des étudiants, des enseignants, des chercheurs et des professionnels qui travailleront en équipes pluridisciplinaires. La constitution des équipes sera fonction de l'opération ou du dossier à traiter, en réponse aux projets ou études proposées par des communes de l'Essonne ou par d'autres maîtres d'ouvrages.

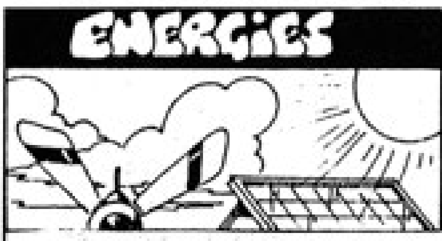
Au sein de cet atelier, l'étude du dossier, la mise en place des équipes et la réalisation des missions d'études ou de maîtrise d'œuvre seront effectuées conformément au Label de la Maison, notamment dans ses critères de transparence et de qualité.

Une brochure présentant cet atelier est actuellement diffusée dans les communes du département.

Un centre de formation, de consultation et de services

La dimension réduite des structures professionnelles publiques et privées dans notre département permet de penser qu'il est nécessaire d'élaborer une structure favorisant l'échange, la diffusion et la mise en commun des expériences des acteurs de l'aménagement du cadre de vie. Ce centre à l'usage des petites collectivités locales peut aider au montage d'opérations et d'actions urbaines à entreprendre. Ce centre propose également des stages de recyclage, des conseils, des journées de rencontres, des services (banques de données, applications informatiques...).

Association
"La Maison du Cadre de Vie"
3, rue de la Croix Saint-Jacques
91620 La Ville du Bois
Tel : (1) 69 01 93 97



69 - CONSTRUCTIONS SOLAIRES AUJOURD'HUI

Dans le cadre du Programme Régional pour la Maîtrise de l'Energie (PRME), l'ALEDES (Association Lyonnaise pour l'Étude et le Développement de l'Energie Solaire) organise en collaboration avec l'AFME et Rhônalpénergie, une journée technique sur l'actualité des constructions solaires.
Les représentants de collectivités, maîtres d'œuvres, architectes, thermiciens, sont invités à suivre l'évolution du bioclimatique et les techniques du solaire actif au travers d'exemple de programmes de réalisations. Repas convivial extérieur et visites en car dans le Lyonnais.
Cette manifestation coïncide avec l'ouverture du concours national de l'habitat solaire existant lancé par le CAS (Comité d'Action pour le Solaire). Renseignements : ALEDES, 43 Bd du 11 novembre, Bat 721, 69100 Villeurbanne, tel : 78 89 81 24 poste 33 55.

75 - LES ENERGIES RENOUVELABLES PRENNENT LA ROUTE

L'ADERIF, association pour le développement des énergies renouvelables en Ile-de-France, a conçu une cellule mobile énergies renouvelables qui prendra la route dès le printemps. Composée d'une plate-forme tractable de 750 kg supportant un chauffe-eau solaire, un kit photovoltaïque et une éolienne, elle peut servir pour soutenir des initiatives locales, des inaugurations sur l'énergie... en insistant sur la complémentarité des diverses sources d'énergie, permettre de participer à l'animation de foire, expos, salons, manifestations sportives..., et servir d'outil privilégié pour des activités de formation dans les lycées, collèges et entreprises.
Cette structure souple et mobile répond à une demande que nous avons pu évoluer les années précédentes, lors de campagnes de moindre échelle. L'ADERIF appartient au CLER (Comité de Liaison des Energies Renouvelables) qui fédère de nombreuses associations œuvrant sur le terrain au développement et à l'amélioration des technologies solaires.
Si vous êtes intéressés, plutôt en Ile de France, par cette cellule mobile, prenez contact avec l'ADERIF, Mairie de Chetenay, 92291 Chatenay Mal Cédex. Tel : (1) 46 83 46 83 poste 45 26.

40 MAISONS PHOTOVOLTAIQUES

Alors que les politiques en mal d'imagination nous rebatte les oreilles avec le "marché unique européen", il y a un domaine où l'Europe a déjà acquise une expérience en pointe dans le monde : les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Voici un exemple de la coopération européenne en ce domaine.

Dans le cadre de son programme de démonstration "Energie", lancé en 1978, à la suite du 2ème choc pétrolier, un nombre significatif d'opérations de plus ou moins grande envergure a pu être engagé dans quatre "domaines d'innovations" rangés sous l'intitulé "utilisation rationnelle de l'énergie" : les économies d'énergie, les sources d'énergie alternatives, la substitution des hydrocarbures, et enfin la liquéfaction et la gazéification des combustibles solides.

Electrification de 40 maisons permanentes

C'est ainsi qu'en 1983, la Commission numéro 17 a lancé un appel d'offre pour l'électrification par voie voltaïque de 40 habitations permanentes du Sud de la France. Ce projet, mené à bien par l'AFME, Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie, a fait l'objet récemment d'un premier bilan après une moyenne de deux ans de fonctionnement des installations. Nous vous en présentons les grandes lignes.

Le but du programme des "40 maisons" était de démontrer en grandeur réelle que la solution photovoltaïque pouvait constituer dès aujourd'hui une alternative intéressante techniquement, économiquement et humainement aux procédés classiques d'électrification rurale (raccordement au réseau et groupe électrogène). Il faut savoir que l'habitat rural représente le plus gros marché pour cette forme d'énergie douce, non seulement dans le Tiers-Monde où l'abondance de soleil et l'absence d'infrastructure le rendent obligatoire, mais aussi, à brève échéance, pour les pays du Sud de l'Europe (Espagne, Portugal, Italie, Grèce) où il devient urgent de fixer la population rurale en lui procurant un minimum de confort.

Il s'agissait donc de définir un échantillonnage significatif à la fois sur le plan géographique, technique, administratif/financier et sociologique.

Ainsi les sites équipés se répartissent sur 6 régions (Auvergne : 1, Haute-Normandie : 1, Corse : 4, Rhône-Alpes : 4, Languedoc-Roussillon : 11, Provence Cote d'Azur : 19). De même, une gamme de 5 types de générateurs, dont les éléments ont été standardisés, a été mise au point après appel d'offre auprès des fabricants des divers éléments, avec la répartition suivante : 400 watts-crête(1) en courant continu pour 19 maisons, 800 Wc en courant continu pour 4 autres, 800 Wc en courant alternatif pour 7 autres, 1200 Wc en courant alternatif pour 6 autres et 1500 Wc en courant alternatif pour les deux dernières.

Les critères de choix des sites et du type de générateur reposaient sur les possibilités techniques, les besoins des utilisateurs, la compétitivité par rapport à un raccordement EDF, la collaboration des collectivités locales et aussi la motivation des habitants afin de s'assurer un bon suivi de l'expérience, car ces derniers devaient, pour valider le tout, participer à une campagne de mesures sur deux ans.

Des procédures administratives habituelles

Sur le plan administratif, on a recherché dans la mesure du possible à se rapprocher des procédures habituelles de raccordement au réseau. En particulier, on a sollicité les syndicats de communes pour l'électrification rurale, dans le but de familiariser les "décideurs locaux" avec la solution photovoltaïque.

Le coût global de la mise en œuvre du programme s'élève à 6,3 millions de francs dont 4,3 pour l'équipement proprement dit ; 1,1 pour les études préalables et 0,9 pour les campagnes de mesures. 40 % de cette somme provient directement de la communauté européenne, 40 % des collectivités locales et 20 % des utilisateurs. Le coût unitaire des générateurs s'échelonne de 69000 F à 220000 F suivant le type. Enfin, le prix du Watt-crête installé varie de 138 à 173 F, ce qui, on le verra plus loin, rend le photovoltaïque vite rentable, à service rendu égal, en zone rurale.

Bilan de deux ans de fonctionnement

Sur le plan technique, aucun problème important n'a été rencontré, excepté quelques défaillances de l'électronique de mesure. Il faut dire que le photovoltaïque est bien maîtrisé de ce point de vue et que le savoir-faire des bureaux d'études et des ensembliers français est reconnu mondialement. Les petits problèmes relevés provenaient surtout du manque d'habitude, soit des installateurs locaux, soit des utilisateurs.

Par contre, le programme a permis de gros progrès sur plusieurs points :

- dimensionnement des générateurs : on a pu observer que la consommation représentait de 50 à

80 % de l'énergie disponible en hiver, 20 à 60 % en été pour le courant continu, 60 à 100 % l'hiver et 50 à 80 % en été pour le courant alternatif (à cause du mauvais rendement de l'onduleur qui fournit du 220 volts type EDF). Il semble donc que les estimations soient validées par l'expérience,

- amélioration des composants grâce à la définition de cahiers des charges très précis,

- analyse des performances des systèmes grâce à des ratios,

- appréhension du service rendu à l'usager par l'interprétation de questionnaires et des relevés périodiques,

- standardisation et banalisation des différents sous-systèmes qui permettent d'envisager un développement plus rationnel du marché.

Cependant les usagers avouent rencontrer des problèmes d'approvisionnement en appareils peu gourmands, qui sont rares, donc chers et pas toujours très fiables (reflet de l'état d'un marché qui n'intéresse pas les gros fabricants car peu développé). Pour ceux qui sont installés en 220 volts, ils regrettent la limitation de puissance, mais cela provient du fait qu'ils utilisent généralement des appareils classiques, très énergivores.

En conclusion, deux grandes leçons à tirer : la phase de définition des besoins doit être particulièrement bien conduite et soignée ; il paraît souhaitable de diversifier les types de courants suivant les applications (par exemple éclairage, frigo, pompage en 24 volts, hi-fi, télé, petit appareillage en 12 volts, gros appareils en 220).

Le solaire compétitif

Sur le plan économique, il s'agit ici de démontrer la rentabilité de la solution photovoltaïque, car c'est bien elle qui conditionnera l'avenir de la filière face à l'hégémonisme, en France tout au moins, du réseau centralisé et de sa cohorte de monstres nucléaires. On doit aborder cette question à deux niveaux en ce qui concerne l'habitat isolé permanent :

- pour la collectivité, en 1985, le coût moyen de raccordement au réseau EDF se situait entre 100 000 et 150 000 F par km (multiplié par 2 ou 3 en zone de montagne ou si la ligne doit être enterrée...), quelle que soit la puissance désirée par l'utilisateur. Par contre, le coût du photovoltaïque n'augmente qu'en fonction de la puissance-crête installée et pour une moindre part de la capacité de stockage (taille des batteries). Une étude très fine des 40 maisons a montré que le seuil de rentabilité immédiate du photovoltaïque était atteint à une distance de 600 m du réseau pour un 400 Wc, de 1000 m si c'est un 800 Wc. A cela, il convient d'ajouter les coûts d'entretien, qui sont énormes pour une ligne aérienne en zone rurale (en moyenne 10 à 20.000 F par km et par an), alors que la haute fiabilité du photovoltaïque les réduit considérablement (changement des batteries tous les 7 à 10 ans... et elles ne représentent que 12 à 14 % du prix du générateur).

Un confort assuré

Sur le plan social, on constate une unanimité des usagers pour déclarer que les installations répondent à leurs besoins, et leur apportent une incontestable amélioration du confort qui, en toute certitude, n'aurait été possible par un autre moyen.

Les limites de puissance sont ressenties par quelques uns, paradoxalement parmi ceux qui disposent des plus gros générateurs : il semble en effet que plus on augmente la puissance, plus on augmente les besoins. On note alors une tendance à faire du "tout-solaire" et, surtout si l'on dispose de courant en 220 volts délivré par un ondulateur, on en attend le même service que celui du réseau, qui donne l'impression de ne pas connaître de limites.

L'entretien et la maintenance ne posent généralement aucun problème et, une fois que l'on est familiarisé avec l'équipement photovoltaïque, la "solarité" devient totalement transparente, et l'on finit par ne plus y penser du tout. Cela ne va pas d'ailleurs sans poser quelques difficultés à certains pour assurer les 2 ans de relevés hebdomadaires prévus au cahier des charges...

Pour ce qui est de la gestion de l'énergie disponible, elle se fait de manière tout à fait naturelle, en gardant simplement un œil sur le soleil, et en adaptant la consommation à sa générosité. Cependant, quelques utilisateurs demandent une amélioration du système permettant de connaître précisément la réserve d'énergie disponible dans les batteries.

En définitive, ce qui pose le plus de problèmes, c'est de trouver des appareils en basse tension (24 volts) et de faible consommation à prix raisonnable. Point crucial pour le développement futur des applications photovoltaïques, surtout lorsqu'on sait que le potentiel le plus important, pour l'habitat, est situé, sur le pourtour méditerranéen et dans le Tiers-Monde, parmi les paysans les plus pauvres.

Sur le plan administratif, les syndicats de communes pour l'électrification rurale, qui existent depuis le tout début du XXème siècle, ont largement financé, à des degrés divers suivant les particularités locales, l'électrification des campagnes. Or, le seul moyen connu jusqu'à présent était le raccordement au réseau, soumis au monopole EDF depuis la libération.

Habitués à travailler avec ce partenaire unique selon des normes techniques, financières et administratives par lui définies, ils faisaient pratiquement office de financeurs de l'extension du réseau, grâce au "fonds d'amortissement des charges d'électrification", à une participation directe d'EDF, et à des subventions publiques (état et départements). Dans ce cadre, l'ensemble des questions étaient réglées d'avance.

Sollicités en tant que maîtres d'ouvrage (= financeurs), les syndicats concernés ont dû redéfinir leur conception de l'électrification rurale. Devant un vide juridique certain (ils se souciaient uniquement de la distribution, jamais de la production d'électricité), il leur a fallu élaborer et négocier des contrats sans précédent avec chaque utilisateur, ce qui n'a pas été sans mal dans bien des cas. Ces difficultés sont assez typiquement françaises, car il n'existe pas dans notre pays, hormis le monopole de distribution EDF de "droit DE, ni de "droit A" l'énergie, comme cela peut se faire ailleurs.

Regret des communes : le solaire arrive vingt ans trop tard...

De toute évidence, ce "coup de pied dans la fourmilière" ne peut avoir que des conséquences positives : ainsi les décideurs locaux, souvent sceptiques voire carrément moqueurs au début, semblent maintenant tout à fait convaincus. Certains sont même devenus des partisans acharnés du photovoltaïque au point de regretter sincèrement que cette technologie soit apparue vingt ans trop tard sur le marché, mais de rechercher activement de nouvelles

applications, du côté des équipements publics, pour cette fée électricité nouvelle version...

Un succès franc et massif

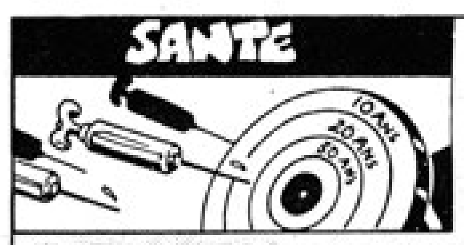
On voit donc que, sous tous ces aspects, le programme des "40 maisons" se révèle être un succès franc et massif, que l'on doit d'ailleurs en majeure partie à la compétence et au sérieux de l'AFME, qualités qui lui sont reconnues mondialement (2).

Quoi qu'il en soit, les résultats de cette opération, très attendus, en particulier par les pays du sud de l'Europe qui sont sur le point d'engager des programmes d'électrification rurale par voie photovoltaïque tout à fait conséquents (plusieurs dizaines de millions de Watts-crête) ont fait la démonstration en vraie grandeur de la validité de cette option pour l'habitat permanent. En cernant au plus près les problèmes rencontrés (dimensionnement, standardisation, comportement des institutions, des utilisateurs, performance, appareillage, type de courant, etc...), les "40 maisons" aideront certainement à une optimisation des applications à venir, et ce n'est pas leur moindre mérite.

Pour ce qui est du photovoltaïque en général, la CEE se tourne maintenant vers des projets de plus grande envergure (de l'ordre du million de francs), le coût des études et du suivi de nombrteuses installations, petites, mais très dispersées, est trop lourd. Et puis, le succès est tel qu'il ne semble pas nécessaire de renouveler l'opération... les aides vont aussi se renforcer dans le secteur de la recherche (amélioration des rendements) et de l'industrie (baisse des coûts unitaires) ; tout cela tourné vers un avenir que l'on ne peut que souhaiter solairement radieux.

Marc JEDLICZKA.

(1) Watt-crête : puissance maximum disponible à partir d'un capteur exposé de manière idéale au soleil.
(2) Raison supplémentaire de s'indigner de sa liquidation pure et simple, sous l'impulsion à peine cachée des "grands corps - mon cul" de l'Etat dès le retour au pouvoir de la droite en 86... quel gâchis !



75 - SANTE ET COMMUNICATION

Une association à l'initiative de deux médecins, une documentaliste, une psychologue et une pédagogue, a vu le jour pour former le monde médical à la communication : comment expliquer une ordonnance, comment communiquer avec vos malades, comment gérer un bureau d'aide social... On peut en savoir plus : Santé et communication, 153 rue de Charonne, 75011 Paris. Tel : (1) 43 56 25 15.

06 - LE DOCTEUR LAGARDE REMIS EN LIBERTE

Alors que le numéro d'avril était sous presse, nous avons appris la libération du docteur Lagarde, à Nice. L'histoire n'est pas finie pour autant et il semble, si l'on en juge par l'enquête publiée par l'Impatient dans son numéro d'Avril, que l'on assiste à une vaste offensive contre les médecines alternatives à travers toute l'Europe. Le Docteur Lagarde est en liberté surveillée... et il peut en attendant un jugement, continuer à exercer. A suivre.

LES VACCINATIONS SONT-ELLES UTILES ?

De nouvelles études montrent que la vaccination n'a jamais été qu'une mesure dont l'efficacité n'a pas été démontrée. Les pro-vaccinations ont systématiquement écarté, des rapports, les accidents sur ce sujet. Pasteur a su habilement se servir de ses appuis politiques pour récupérer à son profit des découvertes qui ne venaient pas de lui, et faire admettre son vaccin contre la rage avant d'en prouver l'efficacité et l'innocuité. Le Pr Ferru, un des pionniers du BCG s'est aperçu de la faible efficacité du vaccin et l'a dénoncée dans un livre "La faillite du BCG". Si les vaccins ne semblent guère efficaces, ils se revèlent, pour le médecin, un excellent instrument de pouvoir, et l'on estime aujourd'hui qu'il n'a joué qu'un rôle accessoire dans la disparition des maladies infectieuses. Les campagnes massives de vaccinations en Inde s'étaient révélées un échec, alors que des mesures d'hygiène se sont révélées beaucoup plus efficace. Il semble que derrière les vaccins, ce soit l'intérêt économique et politique qui ait primé sur l'intérêt collectif. Un livre vient d'être réédité à ce sujet : "La rançon des vaccinations", 75 F franco à commander à Ligue Nationale pour la Liberté des Vaccinations, 4 rue Saulnier, 75009 Paris.

APRES L'ALCOOL ET LE TABAC, LE CAFE

Une étude sur près de 4000 femmes aux Etats-Unis montre que la caféine provoque la petitesse des bébés. Les femmes consommant 3 tasses de café ou plus par jour ont des enfants dont le poids est en moyenne inférieur de 7,3 % à la normale.

RECYCLAGE DU MATERIEL MEDICAL

L'association des Paralysés de France, 17 Bd Auguste Blanqui, 75013 Paris, tel : (1) 45 80 82 40, organise un peu partout en France des récupérations de matériel médical ne servant plus pour le recycler auprès de malades handicapés. Si vous avez du matériel qui ne vous sert à rien, vous pouvez les contacter.

SOS CONSEIL MEDICAL

Le journal L'Impatient met au point un service "SOS conseil médical" qui peut vous aider à comprendre votre dossier médical et choisir entre plusieurs traitements possibles. Ce sont des médecins proches du journal qui vous répondront. La consultation : 100 F. Ecrire à SOS Conseil Médical, 9 rue Saulnier, 75009 Paris.

69 - CASSETTES "NAITRE ET RENAITRE"

Après les rencontres "Naître et renaître" organisées du 10 au 12 mars dernier et qui ont rassemblé plus de 3000 personnes, il est possible d'obtenir des enregistrements des débats qui ont eu lieu. La liste des cassettes est à demander auprès du Réseau-Santé, 15 rue J.B.Say, 69001 Lyon.

Prix d'une casette : 50 F (+ 15 F de port).

47 - OUVERTURE DU CENTRE DE L'HYGIENE VITALE

Marc Jean Montcler, praticien hygiéniste, vient d'ouvrir ce centre à Clermont-Dessous (Lot et Garonne). Les disciplines proposées sont la diététique hygiéniste (dont le jeûne surveillé), les auto-libérations émotionnelles, les techniques anti-stress... Alimentation végétarienne. Renseignements : Marc Jean Montcler, Clermont Dessous, 47130 Port-St-Marie, Tel : 53 87 23 42.

75 - THEATRE ET PSYCHOTHERAPIE

Augusto Boal dirigera personnellement du 11 au 15 mai 1988, un stage d'information et de formation faisant le point sur les expériences, les acquis et les perspectives de l'emploi de la méthode de théâtre de l'opprimé dans le domaine de la psychiatrie. A partir des expériences "du Flic dans la Tête", ce stage s'adresse à toutes celles et ceux qui pensent que des alternatives existent dans la relation soigné-soignant. Renseignements : C.T.O. 24 av. Lumière, 75019 Paris. Tel : (1) 45 82 21 10.

PRODUITS INTERDITS EN VENTE LIBRE

Alors que nous menions une petite enquête sur les additifs alimentaires, nous sommes tombés sur des friandises, les "salades meringuées" JACQUOT, paquet de 300 gr, vendues dans un Euromarché et qui contiennent du E 430, ou stéréate de polyoxyéthylène 8, présentant de graves risques d'allergie : cet additif est interdit en France !

Eric BASCOL



39 - DECOUVREZ LE BOIS CORDE

Vous avez pu découvrir la maison en bois cordé dans un précédent numéro de Silence. Des stages d'initiation à cette technique sont prévus les 23 mai, 25 juin, 23 juillet, 13 août, 18 septembre et 16 octobre prochains. 200 F la journée. Renseignements : Alain Richard, Le bio-lopin, 39570 St-Maur, tel : 84 44 23 92.

39 - UNE BANQUE DE BOIS CORDE

Toujours sur le même sujet, la technique du "bois cordé" nécessite un stock important de bois bien sec pour éviter que la maison ne "travaille". Du bois coupé aujourd'hui, en bonne lune, stocké ensuite dans un local abrité et aéré, pourra être valorisé de façon très intéressante dans trois ans, bien sec et taillé de longueur, prêt à la construction. C'est ainsi que l'on peut constituer une "banque de bois cordé". Si vous désirez vous lancer dans cette méthode économique et écologique de construction, vous pouvez dès maintenant acquérir du bois frais 30 % moins cher que le prix de vente à l'état sec dans trois ans. Ce bois sera stocké et façonné. Si l'acquéreur change d'avis d'ici là, il lui sera racheté 20 % plus cher qu'il ne l'aura payé. Il n'y aura pas de bois vendu qui ne soit stocké. Cette démarche d'auto-construction ayant du succès, vous pouvez ainsi commencer à investir et cela vous laisse tout le temps de vous former d'ici là. Renseignements complémentaires : Alain Richard, Le bio-lopin, 39570 Lons le Saunier, tel : 84 44 23 92.

75 - RESEAU CHOMEURS-AGRICULTEURS

Alternative populaire est une association en création qui regroupe des chômeurs et des alternatifs autogestionnaires. Son objectif est de créer des magasins et des réseaux économiques de distribution, de production et de vente. Ayant constaté depuis longtemps déjà que l'économie libérale fabriquait des chômeurs et de nombreux agriculteurs en difficulté, il nous est venu à l'idée de mettre en contact chômeurs et agriculteurs afin d'auto-solutionner nos problèmes au sein d'une économie alternative. La diminution du nombre d'intermédiaires économiques et le réinvestissement systématique d'éventuels bénéfices au sein de nos activités favoriseront notre viabilité économique et notre agrandissement.
Nous avons déjà contacté des associations de chômeurs, d'alternatifs et d'agriculteurs.
Nous sommes en train de faire des études de marché et de chercher un ou plusieurs magasins capables de vendre des produits agricoles, écologiques, ou issus d'activités autogérées, ou proches de notre projet.
Nous contactons aussi les personnes ou entreprises ayant des idées ou réalisations d'énergies nouvelles pouvant être utilisées à grande échelle.
Si vous êtes intéressés par un réseau de distribution de produits agricoles (ou autres) sur Paris ou sur la France (nous sommes en contact avec des organisations de chômeurs dans tous le pays), contactez-nous et nous ferons notre possible pour rendre viable les projets économiques ou nous aurons des intérêts mutuels.
Alternative Populaire, Michel Kouyaté, 15 rue Claude Lorrain, 75016 Paris. Tel : (1) 42 24 14 48.

RESEAU MINITEL ALTERNATIK

Le projet a été long à se mettre en place, mais il fonctionne. En faisant 36-15 code Alter, vous pouvez trouver toute une liste d'annonces de réunions de la mouvance alternative. Vous pouvez également y annoncer vos réunions en laissant vos propres messages.
Nous l'avons testé à la mi-avril : il y avait bien une quarantaine d'annonces disponibles... à 90 % sur Paris. Mais la province n'a qu'à se réveiller.
Si un seul sujet vous intéresse, il vous est possible de sélectionner un mot-clé pour aller plus vite et économiser vos sous.
Enfin, si vous êtes en région parisienne et si vous voulez participer, l'association se réunit tous les lundis soirs à 19 h, 18 rue de Chatillon, 75014 Paris. Tel : (1) 40 44 83 43.

RENCONTRES VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT

Vous avez été visiter le salon Vivre et Travailler autrement qui s'est déroulé du 19 au 27 mars 1988 et cela vous a donné envie d'aller plus loin ? Vous avez loupé le salon parce que vous n'avez pas le temps de monter à Paris pour raconter ce que vous faites ? L'APODALE organise pour vous les 3èmes rencontres "Vivre et travailler autrement" du 21 au 23 mai dans le Quercy au Centre Ecologique du Fraysse.
Ces rencontres ont pour but de permettre les échanges sur les expériences alternatives, de rechercher des solutions concrètes aux problèmes rencontrés... Déjà les deux précédentes rencontres ont permis le démarrage de nouveaux projets, entre autres, la création d'une mutuelle de protection sociale alternative. Il reste encore beaucoup à faire pour permettre l'émergence d'une nouvelle manière de vivre !
Les journées de débats se prolongeront le soir par des animations pour se détendre dans le cadre campagnard du Centre. Ces rencontres seront poursuivies, pour ceux et celles qui le désirent, par une semaine d'approfondissement afin de concrétiser les projets étudiés lors des trois journées de débats.
Au programme : les techniques appropriées aux petites structures, utilisation des énergies douces, le recyclage, les techniques du Tiers-Monde, les nouveaux moyens informatiques dans l'autonomie, les villages écologiques, les moyens de communication et d'information, la création d'un annuaire alternatif, la préparation du prochain salon à Paris, les méthodes de financement, etc...
Participation aux frais : 100 F pour les trois jours. Possibilité de camping sur place ou chambre à réserver au centre.
Renseignements complémentaires : Centre Ecologique du Fraysse, 46170 Castelnau-Montratier, tel : 65 21 82 10.

69 - 6EME FOIRE ECO-BIOLOGISTE DE BOISFRANC

Elle se tiendra le dimanche 19 juin de 10 h à 19 h au Domaine de Bois-Franc, 69640 Jarnioux. Au programme : foire exposition régionale, conférences, animations, agriculture biologique, santé, écologie, tiers-monde. Programme complet sur demande à Nature & Progrès, 680 rue Pierre Montet, 69400 Villefranche. Tel : 74 62 30 61.

59 - 5EME FOIRE ECOLOGIQUE SAMBRE AVESNOIS

Les Amis de la Terre de l'Avesnois organisent pour la 5ème année consécutive leur foire-exposition : alimentation, énergie, santé, environnement, artisanat le 18 septembre 88 de 10 h à 18 h. Renseignements : Amis de la Terre, Centre de l'Arsenal, 59600 Maubeuge. Tel : 27 68 01 28 de 14 h à 18h.

69 - PRIMEVERE 89

Après le succès de l'édition 88, 3000 personnes sur une journée, l'édition 89 prévoit une augmentation du nombre d'exposants (de 60 à 150) et une surface multipliée par 3. Enfin, on passe d'un jour à un week-end. Les groupes intéressés pour participer à la prochaine édition, prévue les 18 et 19 février 89, peuvent se faire connaître en écrivant à Les Verts -Primevère, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

CH - STAGES EN ESPERANTO

Le Centre Culturel Esperantisto, CP 779, CH-2301 La Chaux-de-Fonds, en Suisse, organise des stages sur les thèmes les plus variés : Etude sur la Forêt (21-23 mai), Plantes sauvages (23-28 mai), la sophrologie (25-26 juin), La protéine dans l'alimentation (15-20 août), Séminaire écologique (26 décembre- 3 janvier 89), Le mahatma Gandhi et Edmond Privat (13 au 18 février 89). Renseignements à l'adresse ci-dessus.

RENCONTRE DES RESEAUX ESPERANCE

A l'Arche de Bonnecombe (Aveyron), du 23 au 30 juillet, rencontre pour la reconnaissance mutuelle de ceux qui changent leur manière de vivre.
Dimension communautaire, coresponsabilité, écologie, non-violence, promotion du plus démuni que soi, transcendance. Pendant 8 jours, tout en participant à la vie de l'Arche et dans une ambiance de détente, faire connaissance, se ressourcer, échanger sur les valeurs de base susnommées, sur les complémentarités, la cohérence et la spiritualité qu'elles soustendent.
Rencontre basée sur l'autogestion de notre rythme journalier, tenant compte des désirs de chacun et de ce que nous sommes.
Prix de la journée par adulte : 90 F. Hébergement en chambre de 3 ou 4 lits, dortoirs ou camping.
Réseaux Espérance, 98 Bd des Rocs, 86000 Poitiers, tel : 49 88 00 89.

DIVERS

CATALOGUE DE LIVRES

Ne cherchez plus où vous procurer des livres sur le mouvement anarchiste et sur le mouvement ouvrier : la librairie la Gryffe s'en est fait une spécialité et diffuse plus de 800 titres sur ces deux sujets. Envoi du catalogue contre quatre timbres à 2,20 F à Libraire La Gryffe, 5 rue sébastien Gryphe, 69007 Lyon. tel : 78 61 02 25.



UN PROCES EXEMPLAIRE ?

Au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle, les meurtriers de Nordine Mechta, jeune français d'origine algérienne, seront traduits devant la cour d'assises du Rhône. Pour la première fois dans une affaire semblable, ils ont été maintenus en détention jusqu'à leur procès.

Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1985, Nordine Mechta était assassiné, quelques jours avant ses 23 ans, par trois videurs d'une boîte de nuit. Ce soir là, ils viennent de jeter à la Saône un de ses amis, Karim, après qu'il eut tenté de se joindre à la fête qui se termine sur la péniche "Le Mistral". Ils l'ont frappé pour l'empêcher de rejoindre la berge et Nordine a le tort de leur expliquer ce qu'il pense de leur comportement. Les trois hommes le poursuivent, armés de poing américain, nunchaku, couteau. Ils le poursuivent jusqu'au fond d'une allée où ils le poignardent mortellement.

La logique du racisme "ordinaire" - compréhensible diraient certains - des videurs, dont on connait les pratiques violentes vis-à-vis des jeunes et en particulier des jeunes arabes, s'est poursuivie jusqu'au meurtre. Deux manifestations (le lendemain du meurtre et le samedi suivant) sont organisées par la famille, les amis de Nordine et les Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue (JALB). Tous réclament justice pour Nordine.

En effet, dans les affaires semblables, la justice française semble malheureusement fonctionner à deux vitesses, selon la nature des coupables ou des victimes. Dans les mois qui précèdent les faits, d'autres meurtriers de jeunes ont été libérés après six mois de préventive (Lopez, meurtrier de Ahmed Boutleja ainsi que Bardelli, meurtrier de Wahid Hachichi). Plus récemment (février 88), on se souvient des interventions pour le moins malvenues du Garde des Sceaux pour ne pas inquiéter le policier meurtrier de C. Davero, fils d'un chauffeur de taxi.

Le maintien en détention des meurtriers de Nordine est-il le signe d'un désenclavement de la justice par rapport à ce genre de problèmes ? C'est en tout cas ce que sont déterminés à obtenir les JALB à travers ce procès. Ils demandent pour cela le soutien de tous ceux qui n'acceptent pas une justice qui sanctionne selon la couleur de la victime. Ils en ont pris les moyens par une information systématique sur l'agglomération (distribution de tracts, pose d'affiches) qui appelle à une présence massive aux audiences. En outre, des personnalités nationales et internationales ont été invitées à être témoins de la façon dont la justice est rendue, à l'instar des "casques blancs" pendant les manifestations étudiantes qui suivirent la mort de Malik Oussekine. Déjà l'accord de députés du parlement européen est acquis. Seront présentes également des personnalités politiques telles que Françoise Gaspard (député), Pierre Juquin (candidat à la présidence), littéraires tel que Tahar Benjelloun (prix Goncourt 87), morales tel que le Dr Kacet (membre de la commission des sages auteur du rapport sur le code de la nationalité), religieuses . . .

Ces personnalités s'exprimeront sur la question de la justice à l'issue de chacune des trois audiences au point de presse où seront présents la famille de Nordine et les JALB. Ces derniers ont la volonté de faire un procès référence, de faire en sorte que la justice sanctionne ce genre de meurtre de telle manière que les assassins potentiels ne se sentent plus à l'abri. Mais cette volonté nécessaire traduit une situation indigne, illustre déjà la citoyenneté à deux vitesses que certains voudraient légaliser : au delà des débats sur le code de la nationalité ou sur le droit de vote aux immigrés, des jeunes, une famille sont obligés de se bagarrer pour que la justice soit rendue, sans que cela soit encore de manière sûre, à Nordine Mechta, citoyen d'origine algérienne et de nationalité française.

Justice pour Nordine.

Axone

SOUTIEN : MODE D'EMPLOI

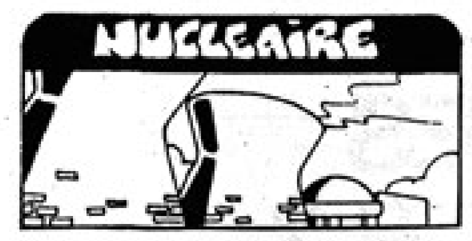
Le procès des assassins de Nordine se déroulera aux Assises du Rhône les
LUNDI 9 MAI
MARDI 10 MAI
MERCREDI 11 MAI
à partir de 13h 30 et jusqu'à 19h 30 au Palais de Justice de Lyon.

Les personnalités intéressées peuvent contacter les JALB pour préciser à quelle audience elles peuvent participer.

Les moyens financiers nécessaires sont importants et tout soutien même minime est le bienvenu. Un compte de souscription est ouvert à la BCCM de Lyon au nom des JALB, compte numéro 23 2310 6666 2.

Une permanence avec des informations, une exposition sur des affaires semblables, le dossier de presse, des tracts, des affiches sera tenue au local des JALB, de 9h à 19h jusqu'au procès.

Pour de plus amples informations :
Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue
25, rue Burdeau
69001 LYON
Tel : 78-39-78-80



EDF CHERCHE A REDORER SON BLASON

La fée électricité a du plomb et des déchets nucléaires dans l'aile. Pour redorer son image de marque, EDF a créé la "Fondation Electricité de France" qui a pour but de favoriser des projets culturels "à vocation artistique, scientifique ou humanitaire". Si vous faites du spectacle de rue pour protester contre un stockage de déchets, une expertise sur les rejets d'une centrale ou une collecte pour les victimes de Tchernobyl, vous pouvez donc lui demander son aide. Mais n'en demandez pas trop : le budget est de 2,5 millions de francs soit 0,0000189 % du budget d'EDF. Faut quand même pas déconner !

INCIDENT A NOGENT SUR SEINE

Que s'est-il passé à la centrale de Nogent-sur-Seine dans la nuit du 1er au 2 mars ? Le 16 mars dernier, une délégation avec Antoine Waechter, Solange Fernex et Claude Royer (ce dernier est président du comité Stop-Nogent) a été reçue par Rémy Carle, directeur général adjoint d'EDF. Ce dernier a reconnu que la centrale nucléaire était arrêtée mais a refusé de donner des informations : *"Débrouillez-vous pour que la commission de surveillance soit informée"*. Tchernobyl s'éloigne, la transparence aussi.
Voici les rumeurs qui courent autour de la centrale : le bruit provoqué par l'incident a été entendu à plusieurs kilomètres à la ronde. Des ingénieurs auraient téléphoné à leur famille pour leur dire de fuir au plus vite ! depuis certaines zones de la centrale seraient interdites d'accès... Tout cela semble excessif, mais ce qui est sûr, c'est que la dernière réunion de la commission d'information remonte à novembre 87. Pour en savoir plus, téléphoner à la centrale : (1) 05 37 94 27.

LA RUMEUR DU TELEX

Le 3 février 1988, la presse a diffusé la nouvelle que la rumeur d'un éventuel accident nucléaire en URSS courait depuis quelques heures déjà sur les places boursières internationales, provoquant - à tout hasard - un raffermissement du dollar et une baisse de l'or. Les techniciens des centres d'observation occidentaux mettaient en marche leurs appareils de mesure pour détecter si il y avait un nuage radioactif. Et puis la rumeur prend corps, devient information : "L'Institut suédois de protection nucléaire fait état d'un possible accident nucléaire en Union Soviétique". Contacté par téléphone, le directeur de l'Institut indique avoir seulement dit qu'il cherchait à vérifier la rumeur d'accident. Les Soviétiques démentent.
On apprend finalement en Norvège que la rumeur est due à un essai de télex entre l'Office météorologique internationale et l'Agence International de l'Energie Atomique (AIEA) basée à Vienne en Autriche. Le 27 janvier, des télex-tests avaient été émis pour vérifier le bon fonctionnement du système d'alerte mis en place après Tchernobyl. Une personne qui n'était pas au courant qu'il s'agissait de tests aurait pu penser qu'il s'agissait d'une véritable alerte.
Ceci amène les remarques suivantes :
- il a fallu 21 mois pour que l'AIEA et l'OMI mettent sur pied un système d'alerte concernant les accidents nucléaires,
- les populations des Etats membres de l'AIEA et de l'OMI n'ont pas été tenues au courant de l'établissement de ce système d'alerte,
- ce système d'alerte est actuellement secret,
- ce secret est absurde puisqu'une personne, de bonne foi, peut en détruire les effets attendus.
Une bonne fois pour toute, ce sont les populations qui sont concernées et non, seulement, les responsables. Toute procédure secrète est donc à dénoncer, c'est le sens d'une déclaration commune signée par un grand nombre de personnes et d'associations que l'on peut se procurer auprès de l'APRI, 12 rue des Noyers, Crisenoy, 77390 Verneuil l'Etang.

75 - POINT ZERO A NOGENT SUR SEINE

Afin de surveiller efficacement les relâchements de radioactivité de la centrale de Nogent-sur-Seine, le Comité Stop-Nogent a eu la bonne idée d'effectuer des prélèvements tout autour de la centrale avant que celle-ci ne commence à fonctionner. Ainsi on pourra comparer, en cas de polémique, avec des échantillons pris avant un éventuel incident et après. Jusqu'alors EDF fait elle-même ses relevés avant démarrage (qu'on appelle "point zéro") mais garde les résultats secrets. Les analyses sont faites par la CRII-Rad et cela nécessite de l'argent. Le comité lance donc un appel à vos portefeuilles pour payer les analyses nécessaires. Chèques à l'ordre du Comité Stop-Nogent, mention au dos "Point-Zéro" à adresser à Frédérique Octor, 3 rue Abraham Lincoln, Appt 242, 92220 Bagneux. Tel : (1) 46 65 93 29.

ET TOUJOURS DE LA RADIOACTIVITE UN PEU PARTOUT

Le SCPRI remet des tableaux de mesures mensuels, disponibles dans toutes les DDASS. Il s'agit donc de mesures officielles, et non d'élucubrations écologistes alarmistes. Pour le tritium, dont le maximum autorisé est dans les rivières de 80 béquerels par litre, on relevait les mesures suivantes en novembre 87 :
à Saclay (centre de recherche du CEA en région parisienne, dans l'eau de pluie) : 790 Bq/l,
- à Marcoule (vallée du Rhône, dans de l'eau de pluie) : 560 à 1400 Bq/l,
- à Phénix (vallée du Rhône) : 140 Bq/l,
- à La Hague (rivière Ste-Hélène): 200 Bq/l,
- à Paris (Seine) : 15 Bq/l (ouf !),
- à La Crouzille (mine d'uranium en Limousin, dans un ruisseau) : 550.000 Bq/l (record du mois !)
- à Brennilis (centrale désaffectée en Bretagne) : 650 Bq/l (même quand il n'y a plus d'électricité, la radioactivité continue !)
- à Chinon (centrale sur la Loire) : 99 Bq/l,
- à St-Laurent-des-Eaux (sur la Loire également) : 67 Bq/l,
- à Angers (sur la Loire, en aval des deux ci-dessus) : 15 Bq/l.
Comme on peut le constater, si vous buvez de l'eau dans les grandes villes, le taux n'est généralement pas élevé. Bien sûr, si vous habitez à la campagne, alors là...
Enfin, pour terminer, rappelons le "point zéro" avant les centrales nucléaires : indétectable !

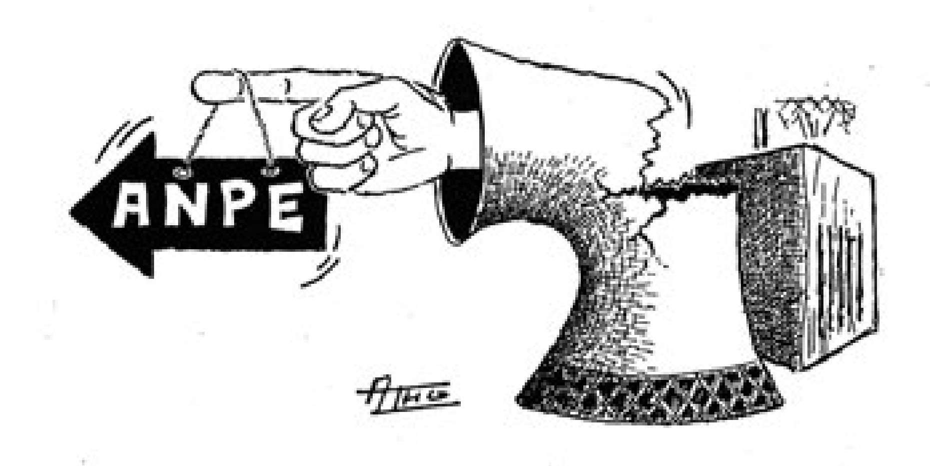
MALVILLE : LE MENSONGE, ENCORE LE MENSONGE !

Le GSIEN lançait le mois dernier l'information selon laquelle la fameuse fissure faisait la bagatelle de 60 cm de long. Claude-Marie Vadrot reprenait l'information dans le Journal du Dimanche... et provoquait la levée de boucliers d'EDF. Les directeurs se succédaient à l'antenne et sur les télés pour nous dire que rien ne permettait de savoir la longueur de la fissure actuellement... Or, en avril, un mois plus tard, en tapant sur le minitel 36-14 code Magnuc, le ministère de l'Industrie vous informe que la fissure fait 60 cm... Une fois de plus, EDF aura jeté le doute sur la valeur des informations des opposants... et l'information était juste, comme d'habitude... Mentez, il en restera toujours quelque chose.

MALVILLE : LE MENSONGE, ENCORE LE MENSONGE ! (BIS)

Dans un communiqué de presse humoristique, les Verts du Rhône remerciaient les concepteurs du barillet de Creys-Malville de l'avoir si mal réalisé : en effet, grâce à un incident mineur, on a peut-être arrêté le surgénérateur avant un accident beaucoup plus grave. Lyon-Libération révèle dans son numéro du 7 avril qu'à la suite de la demande de redémarrage sans barillet (pour le moment refusé), le Service Central de Sûreté des Installations Nucléaires a demandé une vérification de la cuve principale qui contient 5000 tonnes de sodium radioactif et surtout 5 tonnes de

(suite page 12)



ATOME PACIFIQUE

FRAUDE SUR LES MATIERES NUCLEAIRES

L'affaire de la Transnuclear (voir numéros précédents) n'en finit pas de révéler de nouveaux aspects à l'affaire.

Au départ, rappelons-le, un transfert frauduleux de fûts de déchets radioactifs entre la Belgique et l'Allemagne qui a permis de détourner du plutonium et de l'uranium enrichi pour une destination jusqu'alors inconnu. La complexité du milieu nucléaire avait permis les magouilles de nos intègres défenseurs de l'atome "pacifique".

Le 10 mars dernier, le GRAEL, groupe parlementaire où se trouvent les Verts allemands mettait à jour de nouvelles pièces du dossier. Nouveau pays impliqué dans l'affaire : la France mais aussi l'Australie, les Etats-Unis...

Pour procurer de l'uranium très enrichi à l'Institut germano-franco-britannique Laue-Langevin de Grenoble, Nukem a échangé de l'uranium provenant d'Australie, enrichi par Eurodif en France, et destiné aux Etats-Unis, contre de l'uranium faiblement enrichi provenant de la compagnie allemande d'électricité RWE, qui est un des actionnaires de Nukem.

Or que fait-on avec de l'uranium très enrichi ? Du nucléaire militaire. Des bombes ! Or l'Australie a signé le traité de non-prolifération empêchant théoriquement les bombes atomiques de faire des petits...

Ce qui est nouveau dans l'affaire, puisque tout tourne autour du détournement de matière nucléaire à destination des centres militaires, c'est qu'Euratom, l'instance qui contrôle tous ces déplacements de matières stratégiques, a fermé les yeux sur l'affaire.

Cela pose de nombreuses questions.

Euratom pouvait demander une autorisation exceptionnelle à l'Australie pour réaliser cette opération et elle ne l'a pas fait. Comment peut-on ne pas penser que d'autres cas de ce genre existe et que donc, cet organisme qui doit empêcher la prolifération de la bombe atomique l'a peut-être déjà offerte à d'autres pays ?

Plus grave encore. Dans un rapport d'Euratom, on trouve la phrase de M. Jaspert, agent de l'Euratom, qui propose dans un compte-rendu d'un entretien avec Nukem *"d'emprunter à titre d'essai la voie légale avec une quantité partielle, afin de créer un précédent"*. Cela indique clairement que les agents d'Euratom débattent d'une manière délibérée avec l'industrie nucléaire de pratiques illégales. Bel organisme de contrôle !

A un autre endroit de ce rapport, on peut relever une comptabilité de la quantité initiale d'uranium naturel calculée de deux manières différentes et l'on obtient une fois 2313,097 kg et de l'autre 2176,567 kg. Où sont passés les 136,53 kg ? Comment un organisme de contrôle, alors qu'il suffit de faibles quantités de matières fissiles pour des utilisations frauduleuses, peut-il accepter des calculs aussi peu fiables ?

Cet exemple d'échange d'uranium pose une autre question : n'a-t-on pas procédé ainsi avec d'autres matières fissiles ? Du plutonium par exemple (dont seuls certains isotopes ont des propriétés militaires) ? Et l'on en arrive évidemment au cas du surgénérateur de Malville : si de tels échanges sont possibles, alors cela permet à l'évidence d'utiliser le plutonium qui sortira de Malville (d'excellente qualité militaire) en l'échangeant par exemple contre de plutonium issu des déchets des autres centrales (de moindre qualité).

Enfin, et c'est le point crucial de cette affaire : qui prend les décisions ? Toujours dans le rapport récupéré par les enquêteurs de l'affaire Transnucléar, on lit cette phrase de M.Jasper qui juge utile *"de confier concrètement à Nukem le soin de déposer la demande pour le compte d'une entreprise de production d'électricité, étant donné qu'une telle demande aura éventuellement plus de poids"*. Cela signifie-t-il qu'une marge d'appréciation est laissée à certaines entreprises nucléaires ? Il semble qu'il y ait une carence de législation qui permet aux entreprises "de poids" de passer outre...

Et pour terminer, cette affaire a été révélée par Klaus Toepfer, ministre de l'Environnement et de la sûreté des réacteurs d'Allemagne fédérale, qui a critiqué ces pratiques de transferts : on peut alors se demander qui dirige le nucléaire : le gouvernement était-il au courant de ces pratiques ou alors l'industrie nucléaire est-elle au-dessus du gouvernement ?

La commission d'Enquête mise en place au niveau du Parlement Européen a encore beaucoup de travail à faire pour démêler cette sombre affaire qui montre une fois de plus que la vraie justification du nucléaire "civil" est bien de fournir les éléments fissiles nécessaires aux militaires. On est bien loin des soucis énergétiques qui servent de façades vis-à-vis de l'opinion publique.

Michel BERNARD.

(suite de la page 10)

plutonium. Et c'est là que quelqu'un a la bonne idée de faire ce que demande depuis des années les opposants de la CED de Grenoble : examiner les 24000 clichés de soudure de la cuve principale... ce qui permet de découvrir 14 défauts de fabrication, que la direction de la centrale n'avait pas signalés lors du chargement du réacteur. Questionné sur ces défauts de soudure, le directeur Pierre Schmitt se refuse à tout commentaire. Il déclare simplement *" Ce ne sont pas des choses qui nous inquiètent beaucoup"*. Nous, ce qui nous inquiète beaucoup c'est qu'un directeur de centrale puisse prendre sur lui de cacher certains éléments aux instances de sûreté.
Le 8 avril, la polémique rebondit quand les instances de sûreté demandent des explications à EDF. Mais rassurez-vous, EDF déclare qu'il ne s'agit que *"d'indications un peu anormales, à la limite du tolérable normal"*(sic). Libération révèle alors qu'un des "défauts" ne ferait pas moins de 60 mm de longueur !

MALVILLE : NOUVELLE UTILISATION POSSIBLE DU BARILLET

Le 16 mars dernier, le directoire de la NERSA, maître d'œuvre de la centrale de Malville s'est réunie pour faire des propositions pour le redémarrage du surgénérateur. Il propose aux organismes de sûreté de conserver le barillet actuel en remplaçant le sodium corrosif par un gaz inerte, l'argon, et de laisser les barres de combustible perdre de leur radioactivité en bordure du réacteur, puis de les sortir par le barillet restauré. Ceci pourrait éviter les frais d'un long chantier de remplacement du barillet. Malheureusement, cela ne correspond pas aux autorisations initiales de fonctionnement de la centrale : les conséquences du stockage des barres en des lieux prévus, comme mesure de sécurité, diminue d'autant les possibilités d'intervention dans le cœur en cas de problèmes... et il faut donc une autorisation des instances de sûreté avant d'aller plus loin dans cette hypothèse. On verra donc cela après les élections.
Au niveau des frais engagés, cela ne coûterait "que" 300 millions de francs au lieu de 400, mais cela oblige à arrêter la centrale beaucoup plus souvent pour effectuer les opérations de chargement et déchargement... Ce qui coûte évidemment cher ! Mais de toute manière, à Malville, cela fait longtemps qu'on ne compte plus l'argent.

01-38 - BILAN 87 DE CREYS-MALVILLE

Dernièrement, tous les habitants des cantons de Morestel et de Lhuis ont trouvé dans leur courrier une magnifique plaquette réalisée par la NERSA et faisant le bilan 87 des avatars de Superphénix.
Fini le triomphalisme d'antan. Les envolées lyriques observées dans les précédents bulletins ont cédé la place à plus de circonspection.
En vrac, quelques extraits significatifs : *"Après 1986 qui fut l'année des réussites, (...) 1987 a pris un tout autre visage ; celui de l'adversité"* (P.Schmitt, directeur de la centrale). *"Pour Superphénix, l'incident du barillet a fait de 1987 une année médiatique"*. *"L'objectif de Superphénix est, comme tout prototype, de fonctionner pour apprendre en grandeur nature à maîtriser cette filière porteuse d'avenir"*. *"La centrale sera le théâtre d'une longue démonstration de la fiabilité et de la compétitivité de cette filière"*. Que celui qui n'a pas eu de fuite dans sa salle de bain leur lance la première pierre... en attendant l'accident grandeur nature.

ADHEREZ AU RESEAU POUR UN AVENIR SANS NUCLEAIRE

A la suite de la manifestation du 20 juin dernier, le Réseau pour un avenir sans nucléaire a essayé de se structurer et a laissé passer la période électorale avant de discuter de nouvelles initiatives. Il reste un déficit de 50.000 F. Un bon moyen de les aider est de vous abonner au bulletin (80 F par an) ou d'adhérer au réseau (110 F, abonnement compris). Vous pouvez également envoyer des contributions financières à l'ordre de "association pour un avenir sans nucléaire", 90 rue Vergniaud, 75013 Paris. Une prochaine réunion devrait se tenir en juin pour discuter d'une nouvelle campagne.

49 - ORDURES POUR L'ANDRA A SEGRE

La coordination anti-déchets pour la Sauvegarde de l'Anjou a organisé le 19 mars dernier une manifestation pour protester contre le projet de stockage de déchets nucléaires dans la région. Entre 500 et 600 manifestants anti-nucléaires, surtout des agriculteurs. Ils entendaient ainsi marquer le premier anniversaire de l'annonce d'un possible stockage dans le Maine-et-Loire. Une vingtaine de tracteurs devaient en fin de manifestation apporter quelques tonnes de déchets divers au siège de l'ANDRA pour marquer le coup : ordures, fumier, etc..., pas moins de 40 m3, mais les forces de l'ordre les ont empêchés de passer. Les manifestants ont alors déchargé les ordures au pied des gendarmes... certains sacs passant par dessus ces derniers. La manifestation s'est achevée par l'incendie des ordures, nécessitant une intervention des pompiers.

LE TOCSIN DE TCHERNOBYL

Un film vidéo de 1h15 a été réalisé par le journaliste soviétique Rollon Serguienko sur le désastre de Tchernobyl. "Le tocsin de Tchernobyl" est un descriptif de l'accident, dans ces conséquences humaines surtout. Des interviews de responsables et d'habitants saisissants. Des prises de vues sur les lieux mêmes de l'accident qui font froid dans le dos et qui attestent de la violence des explosions.
Il faut savoir que le réalisateur et ses collaborateurs ont dû se battre pour obtenir l'autorisation de diffuser ce film. La télé française, elle, est visiblement en retrait sur le "glasnost".
Un excellent document pour amorcer un débat.
"Radio-Zone" en a réalisé une copie en français. Prix en VHS-Sécam : 200 F (ou 50 F en location + 150 F de caution) à l'odre de Radio-Zone, 7 grande Rue, 01210 Fernay-Voltaire.

DU COTE DE TCHERNOBYL

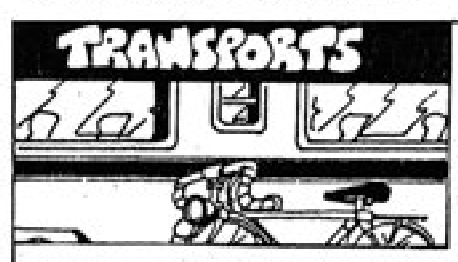
"Les miracles ne durent que 9 jours. On s'habitue à tout, même à ce qu'il ne faudrait pas". Déclaration du nouveau directeur de Tchernobyl.

69 - DE TCHERNOBYL A MALVILLE

Le Collectif d'Opposition à Superphénix vous invite à une soirée le 5 mai à 20 h 30 au CEP, 44 rue St-Georges, 69005 Lyon pour la première projection sur Lyon du film "Le tocsin de Tchernobyl". Un débat suivra sur les initiatives à prendre pour contrer la demande de redémarrage de Malville et sur la campagne en cours en Suisse pour une demande d'expertise indépendante du surgénérateur. Des représentants suisses seront présents à cette soirée. Entrée libre et libre participation au frais. Renseignements à Silence.

UNE FEMME A LA TETE D'UNE CENTRALE

Pour la première fois, une femme a été nommée à la direction d'une centrale nucléaire. Ce qui fait dire aux Nuls (sur Canal +) : "Libération de la femme : elles seront bientôt aussi cons que les hommes".



LE TGV : UN PLUS POUR LES USAGERS

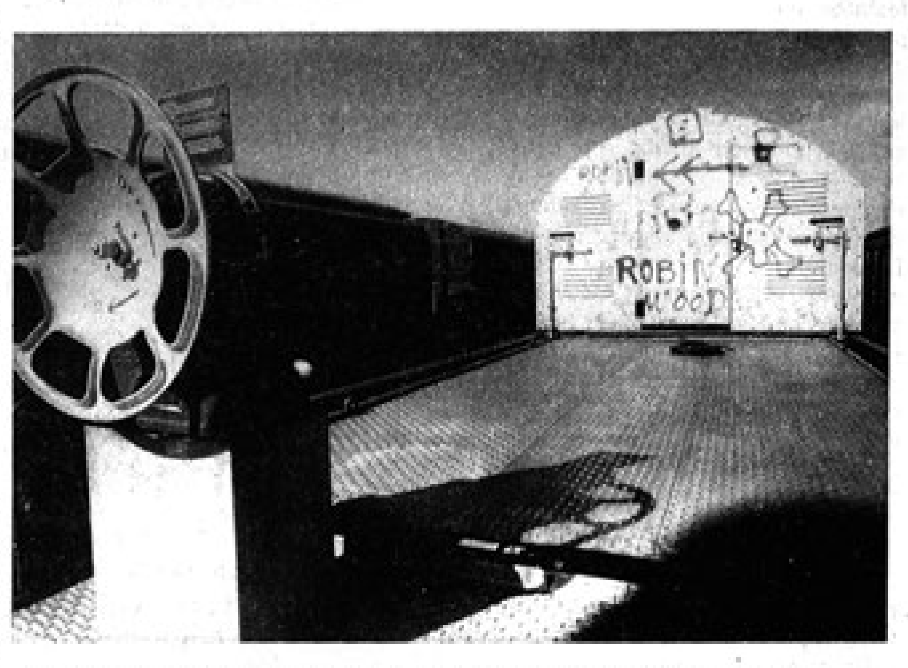
Le TGV, avec ses performances remarquables, constitue un nouveau moyen de transport qui ne peut être assimilé à une simple amélioration du chemin de fer classique, et c'est à juste titre qu'on commence à développer un réseau de ce nouveau mode de transport.
Il semble toutefois que ses caractéristiques conduisent les décideurs à déprécier l'intérêt des anciens modes. Aussi la mise en service du TGV sud-est s'est traduite par une détérioration de nombreuses liaisons, dont les plus importantes sont la desserte Strasbourg-Lyon ou les services express sur Paris-Dijon.
Il est à craindre que le TGV Atlantique et plus encore les liaisons directes de province par l'interconnexion ne conduisent à la disparition de transversales sous prétexte qu'il existera alors des liaisons directes meilleures assurées par le TGV. Par exemple, les liaisons Lyon-Nantes et Lyon-Bordeaux seront alors réalisées dans de bien meilleures conditions par l'interconnexion que par l'emprunt des transversales. Que deviendront alors les dessertes actuelles entre ces villes ?
Négliger les transversales serait oublier l'importance des liaisons de cabotage, y compris la fonction de rabattement sur le réseau TGV que ces lignes devraient assurer ; ce serait aussi conduire à une France à deux vitesses, engendrée par une SNCF à deux vitesses.
Le TGV doit se traduire par un "plus" pour toutes les liaisons et non par une dégradation de la desserte des zones non desservies directement par le nouveau mode de transport : un TGV non coordonné avec les dessertes interrégionales, régionales et locales perdrait la moitié de son intérêt et les trois quarts de sa rentabilité, à la manière d'une autoroute dont les échangeurs déboucheraient sur de vagues sentiers parsemés d'ornières.
Pour éviter une telle incohérence, la FNAUT 2000 demande avec insistance qu'il soit procédé au plus tôt à une étude d'ensemble d'un système de déplacements incluant tous les modes, y compris les transports aériens et les lignes régulières de cars.
FNAUT 2000, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris. Tel : (1) 43 35 02 83.

NUCLEAIRE

DUNKERQUE : LA VIE DE CHATEAU

Le transport international de matières nucléaires se fait à la sauvette et à l'aveuglette. Une action de Robin des Bois (1) vient de mettre en lumière la vulnérabilité d'un transport multinational (ferrovière + maritime) d'un château radioactif helvétique en route pour Windscale, via l'Est et le Nord de la France.

Le 17 mars 1988, vers 10 heures, l'autobus de Robin des Bois s'est insinué sans encombre dans le terminal portuaire de Dunkerque à travers un réseau assez dense de guérites de douaniers et de panneaux d'interdiction. En se garant à travers des voies ferrées, Robin des Bois empêche la manœuvre d'approche et l'embarquement de plusieurs wagons dont l'un, en tout cas, n'est pas anodin.



Les combustibles irradiés suisses en souffrance dans le port de Dunkerque pendant 3 semaines. Photo Sophie DURAND - Robin des Bois.

Mini-Tchernobyl en ballade

Reconnaissable entre mille sous sa carène d'acier blanc, le château de combustibles irradiés venait du réacteur nucléaire de Beznau en Suisse. C'était un Excellox NTL 11 d'un poids total (emballage + combustibles) de 78 tonnes. L'activité moyenne de ce type de colis est d'environ 3 millions de curies. Soit selon les estimations moyennes, l'inventaire de radio-éléments à vie longue dispersés après Tchernobyl. L'activité des combustibles irradiés transportés est émise, elle aussi, par des éléments à vie longue puisque théoriquement, ils sont immergés pendant un an dans une piscine attenante au réacteur. Mais selon des informations puisées aux bonnes sources, certains réacteurs auraient cependant tendance à chercher à se débarrasser le plus vite possible de déchets difficiles et coûteux à gérer, et à les expédier, prématurément, aux retraiteurs de La Hague et de Winscale.

Les critères de sûreté auxquels doivent répondre les emballages de combustibles irradiés sont d'une part d'interdire l'apparition d'un état critique amorçant un redémarrage de la réaction nucléaire et, d'autre part d'assurer le confinement du contenu, ce qui exige unecertaine résistance (joints, vannes, couvercles). Dans son rapport sur le transport des matières dangereuses "L'accident n'est pas une fatalité", la CFDT relève que les tests de résistance au feu des emballages n'excèdent pas 30 mn à une température de 800°. Or, si dans l'une de ses dizaines de haltes dans des gares de triage, le château radioactif était pris dans l'embrasement d'un train d'hydrocarbures, le feu durerait plusieurs heures et atteindrait 1200 degrés.

Prudence et manipulation

On peut ajouter que dans le cadre du transport par mer, les tests d'immersion durent 1 heure et ne dépassent pas une profondeur de 200 mètres, que la résistance mécanique aux actes de malveillance n'est pas testée et qu'enfin toutes les simulations sont faites à vide - ce qui, tout bien réfléchi, est un acte de prudence autant que de manipulation de l'opinion publique.

Pourtant les ingénieurs et logisticiens chargés de préparer et de suivre (de loin) le voyage ferroviaire et maritime d'un château misent tout sur la fiabilité de l'emballage. Alors que dans le réacteur ou chez le retraiteur, les combustibles irradiés sont contrôlés en permanence par des techniciens et des systèmes de détection et de surveillance, ils sont, en voyage, uniquement dépendants d'un sandwich d'acier, de plâtre et de plomb ainsi que d'un circuit autonome de refroidissement. Ni les cheminots,

ni les routiers, ni les marins ne sont capables en cours de transport de repérer une anomalie ou une cascade d'anomalies qui seraient les précurseurs d'un accident radiologique grave.

Promenade radioactive

Parti le 11 mars de Beznau, le château a séjourné sur la gare de triage de Bâle le week-end du 12 et 13 mars. Le départ anticipé avait été décidé par NTL, la filiale de Transnucléaire, spécialisée dans le transport européen des combustibles irradiés. NTL voulait esquiver une manifestation prévue au moment du départ par le Aktion Beznau Stillegen, le groupe antinucléaire local. Après deux jours passés dans la gare de triage de Bâle qui comme chaque soir est une poudrière chimique et pétrolière, le wagon a repris son cheminement vers le port d'embarquement, le château sur son wagon a rejoint Dunkerque à une vitesse horaire moyenne de 5 à 6 km/h. Cela ne veut pas dire que les techniciens en protection radiologique l'aient accompagné, à pied, mais plutôt qu'entre les parcours à 100 km/h au maximum, le train de marchandises tractant parmi d'autres le wagon suisse, s'est arrêté dans 23 gares de triages où les convois se défont et se refont.

A Beznau, les autorités helvétiques ont décidé de construire dès cet été un dispositif spécial antiterroriste dont le coût s'élèvera à 2 milliards de francs français et le délai de construction à 4 ans. Mais les Suisses ne s'emberlificotent pas dans un tel luxe de précautions ingénieuses quand il s'agit de se défaire de leurs combustibles irradiés.

La lettre de voiture appliquée sur le wagon signale qu'il transporte des "matières radioactives de 1ère catégorie" et qu'il est inutile de "s'approcher sans nécessité".

Arrivé à Dunkerque, le château devait être embarqué quelques heures avant l'horaire prévu, NTL ayant apparemment eu vent d'une possible intervention de Robin des Bois ou d'antinucléaires anglais. Mais comme Robin des Bois avança lui aussi son intrusion de quelques heures, le bus bariolé et le wagon blanc se trouvèrent presque nez à nez.

La progression du transport exceptionnel s'en trouva donc à nouveau freinée ; d'autant que juste après l'action de Robin des Bois, les marins de l'armement naval de la SNCF entrèrent en grève, avec 24 h d'avance !

Car pour traverser la Manche et gagner Windscale, le château aurait du, accroché à d'autres contenant des matières dangereuses ou inertes, être enfourné dans un ferry, chargé de couper le "rail de la Manche" et de traverser le détroit du Pas de Calais où la densité de navigation et la concentration de cargaisons dangereuses embarquées sont les plus fortes du monde.

Du super-bateau au simple raffiot

Là où l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) parle de bateaux insubmersibles, à double coque, à double moteur, servis par des équipages initiés à la protection radiologique, on se retrouve avec... le Saint-Germain, appartenant à la SNCF et lancé il y a 37 ans. Le Saint-Germain a toujours eu la baraka mais il n'en est pas moins surprenant de voir un sous-produit typique de l'ère nucléaire s'embarquer sur le plus vieux bateau de la flotte française qui devrait être relevé du service actif et qui bénéficie d'un certificat ministériel de dérogation : " c'est la clause du grand-père" dit-on dans les milieux spécialisés.

En fait, le wagon est resté jusqu'à la fin de la grève sur la gare de triage surencombrée du terminal du port dit "rapide" de Dunkerque. Alors que la SNCF déclarait à la presse, après l'action de Robin des Bois, que le wagon serait surveillé et contrôlé en permanence, il n'a été en fait l'objet d'aucune attention particulière. A tel point que les militants français, luxembourgeois et allemands de Robin des Bois ont pu, en toute franchise, l'embellir de graffitis.

Dans la nuit du 7 au 8 avril, le wagon a finalement été embarqué sur... le Saint-Germain. Le Ministère de l'Industrie, malgré la requête de Robin des Bois, n'a pas jugé nécessaire d'utiliser un autre moyen de transport.

Jacky Bonnemains

(1) Association Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris.

LA LOI ET L'ESPRIT DE LA LOI

Il existe bien des textes pour réglementer les transports de matières radioactives... encore faudrait-il les respecter !

L'article 7 de l'arrêté du 12 juin 1986, paru au Journal Officiel du 6 juillet 1986 et cosigné par Alain Madelin, Pierre Méhaignerie et Charles Pasqua, Ministres de l'Industrie, des Transports et de l'Intérieur, stipule que *"les combustibles irradiés doivent être acheminés dans des conditions permettant de minimiser les temps de parcours ainsi que le nombre et la durée des stationnements des wagons les transportant". (...) "Pour les transports de combustibles irradiés, la SNCF doit informer le transporteur autorisé et l'EOT (Echelon Opérationnel des Transports) chaque fois qu'un stationnement non-programmé excède une journée dans les triages et une demi-journée en ligne" (...) "Les dates d'expédition sont déterminées (...) de telle manière que les wagons ne soient pas immobilisés dans les centres de triage pendant les périodes d'arrêt de fin de semaine de ces derniers".*

Entravé par l'action de Robin des Bois, puis par la grève des marins de l'armement naval de la SNCF, le wagon atomique de Beznau est resté en souffrance pendant trois semaines dans le triage du port de Dunkerque, devenu de fait un stockage provisoire, ouvert à tous les vents, de déchets nucléaires de haute activité.

En effet, les combustibles irradiés sont des déchets nucléaires. Dans les poubelles du nucléaire, les retraiteurs, COGEMA en France et BNFL en Angleterre, vont extraire leur or : le plutonium.

Robin des Bois.

REFLEXIONS

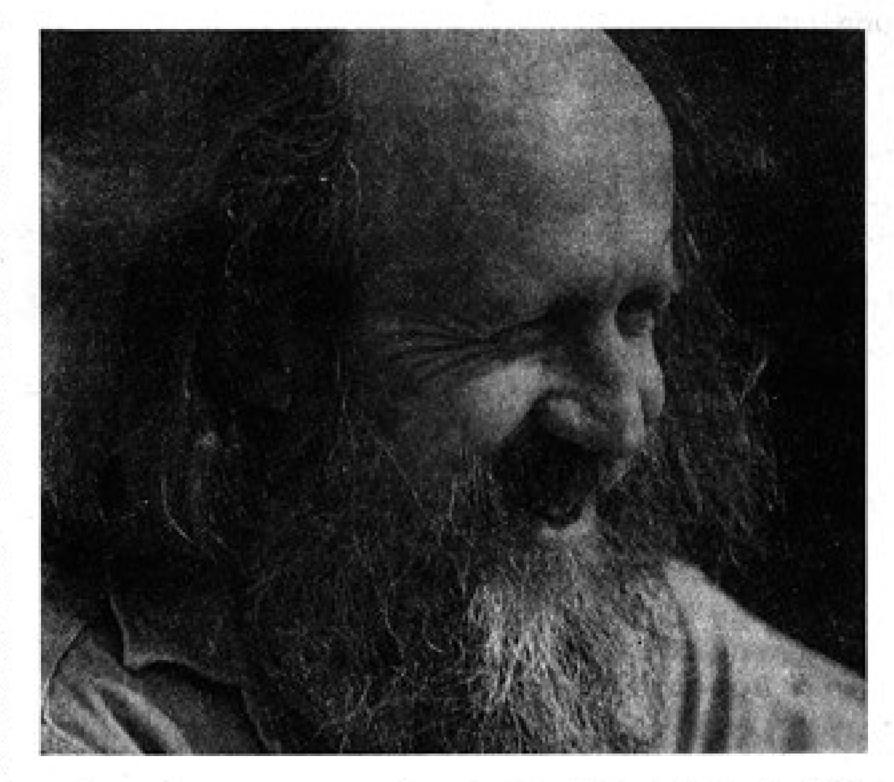
HUBERT REEVES

Du sens de l'univers à l'écologie, il y a lien qui justifie notre engagement, c'est le sens de ce que développe Hubert Reeves dans ses conférences.

On s'est bousculé pour écouter Hubert Reeves, lors du récent salon Primevére 88. Mais qu'a-t-il donc de si important à nous dire ?

Hubert Reeves, c'est ce personnage hors du commun, avec sa longue barbe blanche, ses yeux pétillants de malice et son accent irrésistible (québécois garanti d'origine). Vous l'avez sûrement vu à la télé ou entendu à la radio parler des étoiles et de l'Univers... Il a été élève des "Pères de la Bombe" (Oppenheimer, Hans Bethe, Niels Bohr...) aux USA dans les années 50, conseiller scientifique de la NASA dans les années 60 et depuis plus de vingt ans, chercheur au CNRS.

Hubert Reeves est astrophysicien. L'astrophysique c'est, en simplifiant, la science de l'histoire de l'univers. On la découvre en regardant le ciel avec tout un tas d'intruments très compliqués. Quoi de plus inabordable et de plus austère ? Et pourtant Hubert Reeves est capable, par la magie de ses paroles pleines d'images de nous faire voyager à travers les galaxies, nébuleuses et amas divers, en remontant le Temps jusqu'aux jours d'avant la matière, et de montrer, entre autres, que l'apparition de la Vie n'est que le 3 254 678 ème épisode du feuilleton qui s'appelle "histoire de l'Univers".



La pyramide de la complexité

En suivant cette dernière, pas à pas, depuis 15 milliards d'années (c'est le plus loin que l'on puisse remonter actuellement), Hubert Reeves définit ce qu'il appelle "la pyramide de la complexité" : partant de la "soupe primordiale", où les particules élémentaires (électrons, quarks, neutrinos et autres noms barbares) sont totalement indifférenciées et ne connaissent aucune sorte d'organisation, on les voit d'abord s'assembler en atomes (apparition de la matière), puis en molécules (assemblages de différents atomes). Les molécules deviennent elles-mêmes de plus en plus grandes et de plus en plus complexes ; elles se transforment peu à peu en bio-molécules (molécules "vivantes"), qui se combinent pour former des cellules (c'est l'apparition de la Vie), élément de base dont l'assemblage ouvre la voie aux organismes, végétaux et animaux, qui eux-mêmes s'organisent en groupes, puis en sociétés... Cependant, toutes ces étapes, qui se sont succédées au cours du temps, continuent à coexister aujourd'hui à la manière des poupées russes : chaque niveau d'organisation "contient" les niveaux précédents. Etant plus complexe, ce système est aussi plus fragile, et sa survie dépend de plus en plus de ses relations avec le monde extérieur.

Toujours plus de complexité

Cette observation donne un sens à l'univers (à défaut d'une signification), tout au moins une direction permanente vers toujours plus de complexité et d'organisation. Pour l'heure, le seul endroit que l'on connaisse où cette évolution atteint son niveau le plus élevé, c'est bien en-

tendu la Terre, et l'homme lui-même procède, avec son cerveau hyper-développé, à ce phénomène.

Or, avec l'évolution des technologies, et surtout avec la maîtrise des réactions nucléaires et la bombe atomique, l'homme se trouve brusquement capable d'inverser le cours des choses et de faire redescendre d'un étage ou deux la pyramide de la complexité. Les rôles sont désormais intervertis : alors que c'est en luttant contre la Nature et ses véritables dangers que l'homme a survécu jusqu'à présent, voilà qu'il se retrouve dans l'obligation de la protéger contre les conséquences de ses propres actes.

L'homme : une menace pour la vie sur Terre

C'est lui en effet, par les déséquilibres qu'il introduit dans tous les domaines, qui devient la menace principale : il peut même, s'il le veut, supprimer purement et simplement la vie sur Terre. Et tout se passe comme si la Nature, qui a pourtant accouché (douloureusement) de cette évolution ne se souciait plus des dangers que lui font courir les agissements de son rejeton.

C'est dire le niveau de responsabilité que l'homme doit endosser aujourd'hui. Et il n'a pas le droit de se dérober, s'il ne veut pas remettre en cause le sens de l'Univers...

Agir vite avant qu'il ne soit trop tard

Admettre cette nécessité, voilà ce qu'est la prise de conscience écologiste pour Hubert Reeves, et il en tire les conclusions qui s'imposent : agir et vite, avant qu'il ne soit trop tard, pour que les cinq milliards d'années qu'il reste à vivre à notre système solaire (et donc à notre planète) puissent se dérouler dans la jubilation de la vie. Comment ne pas le suivre dans cette voie ?

Mais il ne faut pas rêver : malgré tous les efforts que l'on pourrait faire, même si une prise de conscience généralisée se produisait aujourd'hui, ou demain, c'est une illusion de croire que l'on pourrait restituer une Nature impeccable, vierge de toute souillure (serait-ce même souhaitable ?). La survie même de l'homme depuis qu'il est sorti des forêts au Néolithique, engendre nécessairement un certain niveau de pollution. Chacun de nous n'est en vie que parce qu'il est assis sur des tonnes de déchets accumulés depuis des générations. Toute la question réside dans le devenir de ces déchets ; jusqu'à un passé récent, la démographie raisonnable et une consommation individuelle et collective assez faible, permettaient à la Nature de se charger du recyclage sans trop de problèmes. Aujourd'hui, devant les montagnes de déchets produits par une consommation débridée et une explosion démographique à l'échelle planétaire, c'est à l'homme qu'incombe la charge de gérer la pollution qu'il engendre. Ou plus exactement aux hommes, dans le sens qu'il n'y a pas de "complots des pollueurs", de méchants contre lesquels, vaillants Don Quichotte, nous devrions partir à l'assaut et qui, une fois terrassés, laisseraient enfin les gentils (c'est à dire nous les écologistes) ne faire rien que du bien.

Nous sommes tous responsables

C'est chacun des êtres humains, en tout lieu et à toute heure, par le fait même qu'il est en vie, qui est porteur de cette responsabilité. Est-ce une raison pour dégager la responsabilité très particulière des grands pollueurs, multinationales de la chimie et autres décideurs de programmes nucléaires ? Certainement pas, car ils sont, que l'on sache, dirigés par des Homo pas très Sapiens, qui seraient bien inspirés de devenir écologicus...

Partant donc de ce que personnellement j'appellerais une nouvelle spiritualité, dont les bases sont scientifiques (nous sommes des "poussières d'étoiles", comme tout ce qui existe dans l'Univers, fleurs, animaux, montagnes et galaxies sont nos frères et sœurs, sinon de sang, du moins d'atomes...), Hubert Reeves nous transmet une force nouvelle, d'ordre cosmique, au sens propre du terme, qui doit nous pousser à agir avec un espoir lucide chevillé au cœur.

La jubilation de n'être qu'un "moment" de la longue Histoire qu'écrit, jour après jour, l'Univers, de lui appartenir pleinement, atome par atome, électron par électron, cette jubilation devient le moteur même des actions à mener, ici et maintenant, pour lui préserver son sens. C'est bien entendu en direction des enfants, promesse d'avenir, que l'essentiel de nos efforts doit porter.

Voilà qui justifie largement pour Hubert Reeves, son engagement clair et résolu aux côtés des Verts, "les seuls" dit-il "qui envisagent le long terme", qu'il va falloir, qu'on le veuille ou non, bien finir par intégrer dans toute activité humaine. Pour lui qui jongle avec les milliards d'années, ces mots sont lourds de sens, surtout qu'il avoue n'avoir jamais porté d'intérêt à la politique, qui s'occupe du court, très court terme.

L'émergence des Verts en tant que réelle force politique dans la plupart des pays développés constitue une lueur d'espoir qu'Hubert Reeves s'est attaché à mettre en valeur. Dans certains pays même, comme le Canada par exemple, l'étendue des dégâts causés par une industrialisation à outrance sont tels que les industriels eux-mêmes les reconnaissent comme interlocuteurs valables et sont prêts à entamer avec eux un dialogue constructif où l'on mettrait tous les problèmes à plat.

Bien du chemin reste à parcourir pour parvenir à une véritable écogestion de l'environnement (surtout chez nous...), mais l'engagement de chacun dans le combat écologiste reste le meilleur garant que l'avenir est possible.

Marc JEDLICZKA.

SOCIAL

LE MYSTERE DE LA FAMILLE VALENTE

Y aurait-il deux sortes d'otages au Liban ? Depuis le mois de décembre, une mère de famille, deux enfants et un bébé né en captivité, tous de nationalité française sont retenus au Liban... et pourtant les officiels (voir le début du journal de A2) font comme s'il ne restait plus que 3 otages dans ce pays. Pourquoi ? C'est pour essayer d'attirer l'attention sur ce problème que la Ligue des Droits de l'Homme organise des conférences de presse, des rencontres avec le gouvernement. Début avril, après 4 mois de détention, la situation est toujours dans le brouillard le plus total... Vous pouvez en savoir plus en écrivant à la Ligue des Droits de l'Homme, 7 rue Major Martin, 69001 Lyon.

75 - FEMMES ET DEVELOPPEMENT

"Case-Graine", 31 rue Blomet, 75015 Paris, organise un dîner-débat sur ce thème avec Brigitte de Panthou et Marie-Paule de Pina, le 6 mai. Le lieu reste à préciser. Renseignements au (1) 45 66 62 97.

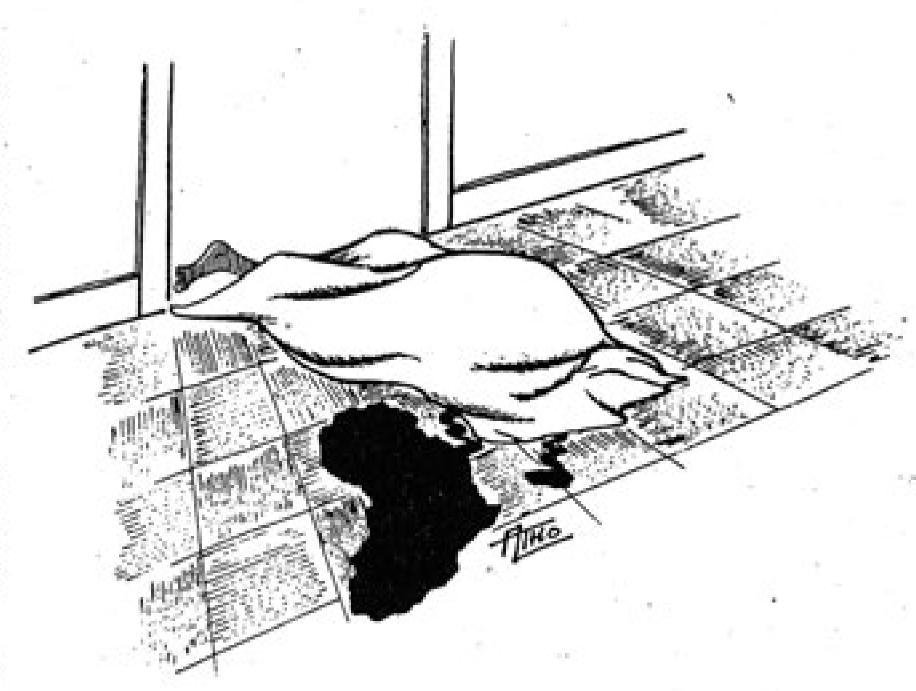
SANCTIONNER L'APARTHEID

Le mardi 29 mars, peu avant 10 h, Dulcie September, représentante de l'ANC, le Congrès National Africain, l'une des principales organisations d'opposition au régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, est assassinée par des tueurs non-identifiés. Au même moment, sort sur les écrans le film "Cri de liberté" de Richard Attenborough qui raconte la vie de Steve Beko, l'un des leader noirs, assassiné en prison le 12 septembre 1977. De Steve Beko à Dulcie September, c'est un même combat contre l'apartheid, ce régime officiellement raciste qui sévit en Afrique du Sud depuis la création de cet état en 1910.

La lutte contre le régime blanc de Prétoria n'est pas d'aujourd'hui. Dès 1912, des organisations noires lançaient des actions pacifiques contre le régime de l'Apartheid. La lutte de Gandhi devait plus tard renforcer cet aspect non-violent de l'action et déboucher sur quelques victoires pour les Indiens qui représentent 3 % de la population. Devant l'insuccès de ces méthodes, les organisations noires choisissaient de passer à des actions armées dans les années 50. Mais sans plus de succès.

On peut se demander alors ce qui peut faire changer un gouvernement qui bon an, mal an, tue les opposants noirs et maintient 85 % de la population dans une situation insupportable.

Si nous ne pouvons pas intervenir directement dans le pays, que pouvons nous faire pour sanctionner l'apartheid ?



L'isolement économique

Le 26 juin 1959, Albert Luthuli, qui deviendra Prix Nobel de la Paix en 1960, alors président de l'ANC lance l'appel aux sanctions économiques : *"Les souffrances qu'elles nous apportera sont un prix que nous sommes prêts à payer"*. Le boycott des produits sud-africains n'est donc pas nouveau. Mais d'autres actions ont été menées, avec plus ou moins de succès depuis dans différents domaines.

Le plus connu de l'isolement est le boycott sportif. Plus symbolique qu'autre chose, ce boycott n'est pas toujours appliqué et surtout ne joue pas sur grand chose.

Le boycott des produits eux-mêmes a connu des périodes fastes (le boycott des oranges Outspan par exemple à la fin des années 70) mais elles sont régulièrement détournées grâce à la complicité de certains pays (les mêmes oranges nous arrivaient rebaptisées après un passage par Israël).

Le boycott des matières premières n'est que peu suivi, la République Sud-Africaine possédant dans son sous-sol des réserves stratégiques dont le monde occidental pourrait difficilement se passer : elle détient par exemple 73 % des réserves mondiales de chrome, dont l'utilisation pour les aciers spéciaux est indispensable dans le domaine militaire et pour les satellites. De même, elle détient 78 % du manganèse, 77% du platine, 51 % de l'or, 49 % du vanadium...

Les pays occidentaux sont donc dépendants des matières premières sud-africaines, du moins dans le fonctionnement actuel de l'économie (on pourrait peut-être boycotter les missiles ?).

Autre atout économique dans les manches de Prétoria : les principales routes maritimes font escale au Cap : 70 % des transports du pétrole passent par ce port.

Reste le secteur bancaire et la coopération internationale dans le domaine de l'investissement. La Fran-

ce a aidé par exemple à la construction des deux réacteurs nucléaires de Koeberg (en échange du pillage de l'uranium de la Namibie), les banques allemandes ont investi massivement dans les années 70 en Afrique du Sud. Aujourd'hui, 20 multinationales françaises continuent d'exercer en Afrique du Sud. La politique générale est, aujourd'hui, plutôt au désinvestissement sous la pression de l'opinion publique et des gouvernement. Certaines firmes préfèrent abandonner le marché sud-africain plutôt que de perdre le marché ailleurs. C'est le cas d'Apple (les ordinateurs) qui ne vend plus rien en Afrique du Sud, préférant vendre aux étudiants noirs américains.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des problèmes, la présence de pays pro-soviétiques comme l'Angola à proximité, font craindre aux occidentaux pro-américains, une prise de pouvoir soviétique de l'Afrique du Sud.

Bref, si les demandes sont claires du côté des Noirs d'Afrique du Sud (85 % sont favorables à l'isolement économique), la réalisation de cet isolement est difficile.

Que proposent les mouvements anti-apartheid ?

Le Mouvement Anti-Apartheid, par les voix de Jean-Claude Barbier et Olivier Désouches, a publié, fin 87, un livre "Sanctionner l'Apartheid"(1) qui en quatorze questions essaie de montrer les enjeux en présence et de voir comment on peut effectivement influer sur la politique Sud-Africaine.

Il précise que s'il n'existe pas de coordination des différents mouvements anti-apartheid dans les différents pays, une action est commune : demander la prise de sanctions immédiates, globales et obligatoires.

Immédiates parce que l'urgence de l'isolement apparaît clairement au regard des échecs répétés de tout dialogue entre l'Occident et le "pouvoir pâle" de toute politique de persuasion. L'engagement constructif prôné par le gouvernement Reagan a été un échec, de même que des sanctions conditionnelles telles celles du Commonwealth décidée en 1985.

Globales car les décisions unilatérales de pays comme ceux de Scandinavie depuis 1978 ne sert à rien si d'autres prennent leur place comme dans ce cas le Japon et la CEE. Un autre exemple : quand la France arrête, sous Fabius, les importations de charbon, le Japon passe un contrat pour récupérer celui-ci.

Obligatoires, ce qui suppose d'importants moyens d'investigation pour éviter les détournement ou les relations commerciales clandestines.

Pour limiter les retombées sur les Noirs de telles mesures, il est indispensable d'accompagner ces sanctions d'aides au développement



pour les mouvements tels la SADCC (Conférence de coordination du développement en Afrique Australe) créée en 80 par les six états au Nord de l'Afrique du Sud, auxquels se sont joints le Lésotho, le Malawi et le Swaziland, pour mettre en place une alternative à la domination économique régionale de Prétoria, et qui appuie courageusement les sanctions. Un des axes de la SADCC est de développer le commerce entre ces pays (2 à 3 % du total des échanges dans la région actuellement, le reste avec l'Afrique du Sud).

Il est également indispensable d'accompagner les sanctions d'un soutien aux victimes de l'Apartheid. Au delà de l'aide humanitaire, il suppose de mettre en place un moyen de soutenir les populations noires en Afrique du Sud même. Ceci nécessite d'entretenir des liens avec la SWAPO (mouvement d'opposition à la Namibie sous contrôle de l'Afrique du Sud) et avec l'ANC comme cela l'a été fait par exemple par Paris, sous le gouvernement socialiste, en ouvrant une représentation de l'ANC. Représentation dont la dirigeante, Dulcie September vient précisément d'être assassinée.

Enfin, il faut maintenir informée l'opinion publique à travers des campagnes ciblées sur le boycott de certains produits comme celui, actuellement, de Total en France, firme qui détient 12 % du marché pétrolifère sud-africain.

Malgré tout ce que nous ferons, la solution ne viendra pas de chez nous, mais des ghettos noirs d'Afrique du Sud. A nous d'essayer de faire que cela se passe le moins mal possible.

Michel Bernard.



(1) Sanctionner l'Apartheid. Ed. La Découverte, collection Cahiers Libres, 75 F.

DE L'ADTC AU TRAMWAY DE GRENOBLE

Le tramway de Grenoble décidé à la suite d'un référendum après les dernières municipales est un succès... une deuxième ligne doit voir le jour d'ici à 1990.

Le tramway de Grenoble, c'est une longue histoire. Des anciennes lignes, abandonnées il y a 35 ans, aux nouvelles lignes, mises en service en août 87, le chemin a été difficile. Les arguments techniques résistent rarement aux choix politiques. Pourtant à Grenoble, grâce à la persévérance d'usagers de la rue, le tramway a été plébiscité. Une association, dans l'ombre des médias, n'y est pas pour rien : il s'agit de l'ADTC (Association pour le Développement des Transports en Commun, des voies cyclables et piétonnes dans l'agglomération grenobloise) (1).

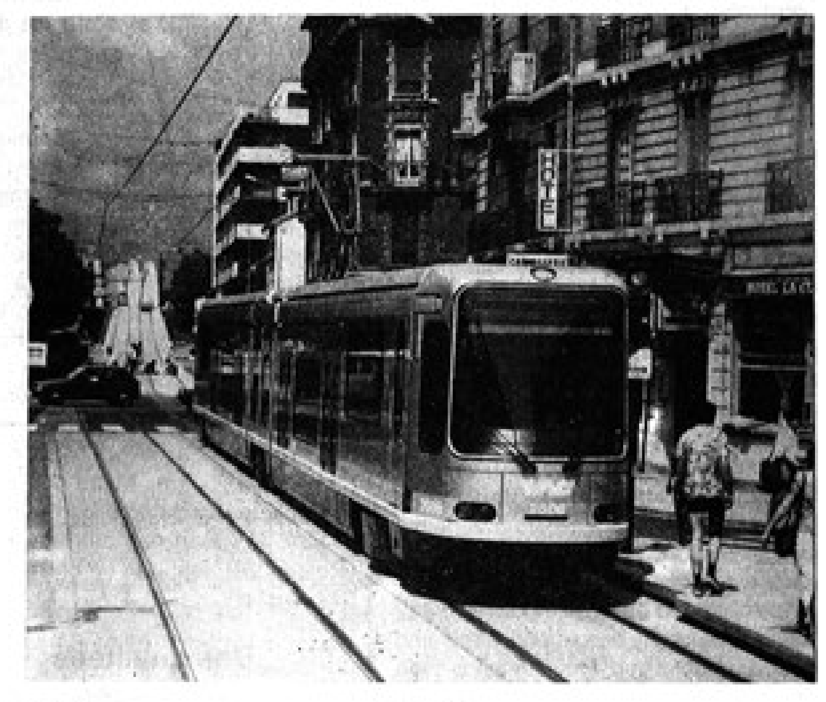


Photo J.M.Guétat

Une autre politique des transports

En janvier 1974, l'ADTC est fondée par un groupe de citoyens qui, constatant la dégradation des transports urbains et le déferlement automobile, revendiquent une réorientation de la politique des déplacements en faveur des deux-roues, des piétons et des transports collectifs. Cette préoccupation rejoint en partie celle des élus d'alors qui viennent de se doter d'une instance d'organisation des transports collectifs (création du SMTC, Syndicat Mixte des Transports en Commun) et vont substituer la SEMITAG (Société d'Economie Mixte des Transports de l'Agglomération Grenobloise) à la SGTE comme société exploitante. Dans le premier document qu'elle publie, l'ADTC propose comme solution à la crise des transports urbains le recours à un mode de transport usuel à l'étranger (Suisse, Allemagne, Hollande, Belgique...) mais résiduel en france : le tramway.

Aucune force locale, aucun organisme ne fait à l'époque une semblable proposition. L'idée de l'ADTC ne provoque que sceptimisme, dédain et amusement. Le tramway a une si mauvaise image qu'il n'y a même pas eu quelques années plus tôt de débat et de réflexion quand la société exploitante, la SGTE, avait élaboré un plan de réintroduction du tramway à Grenoble.

Un projet de téléphérique

Pour les édiles de 1974, le développement des transports collectifs doit se faire par les moyens classiques (bus, trolleybus) et à terme plus ou moins rapproché par le POMA 2000, transport par cable, dérivé de la technique des téléphériques présenté comme une solution efficace, bien qu'il n'existe qu'à l'état de plan. Avec l'aide de l'Etat, la société POMA construit une boucle d'essai pour tester son engin.

En mars 1975, l'ADTC apporte une contribution au débat en publiant une étude comparative sur le POMA et le tram. Il ressort de cette étude que le tram est un système éprouvé, dont tous les aspects financiers aussi bien que techniques sont connus, alors que le POMA représente l'aventure à l'état pur. Ce "pavé dans la mare" tombe au bon moment : M.Cavaillé, secrétaire d'Etat aux Transports du gouvernement Chirac vient de lancer un concours auprès des industriels pour la définition d'un matériel de tramway français et a proposé à huit villes de France, dont Grenoble, de réfléchir à la réintroduction du tram.

Sous l'égide de M. Maisonnat, président du SMTC, une étude de faisabilité d'une ligne de tram est réalisée en 1975 et conclut que pour le moment le coût est trop élevé et son insertion dans la ville trop compliquée. L'étude n'est pas vaine pour autant, puisqu'elle donne une caution technique aux thèses de l'ADTC et qu'elle montre que le POMA a un concurrent sérieux.

Le POMA ne donnant pas les résultats espérés, la ville va miser sur la création de nouvelles bandes réservées au bus, l'acquisition de bus articulés et le renouvellement du parc. L'ADTC soutient cette politique qui se heurte à divers groupes de pression mais elle n'oublie pas le tram.

De substentielles économies d'exploitation

En 1979, l'idée du tram est relancée suite à l'augmentation rapide des dépenses du bus et de l'augmentation du trafic. Le tram devient compétitif et le SMTC demande à l'Agence d'Urbanisme une étude pour déterminer les axes où des lignes de tram se justifieraient. Celle-ci confirme les intuitions de l'ADTC et montre bien que le tram sera générateur de subtantielles économies d'exploitation. Désormais le processus est engagé. La SEMALY, réalisatrice du métro de Lyon, remet en 1982 un dossier qui pourrait permettre une décision définitive. Mais on est à quelques mois des élections municipales : les élus préfèrent attendre... le tram fait en effet l'objet d'un débat animé dans lequel l'opposition d'alors prend une part active en critallisant autour d'elle les milieux réservés, voire hostiles au tram.

Un référendum gagné

Le renversement de majorité aux élections de 83 fait croire d'abord que la cause du tram est perdue. La municipalité de M. Carignon compte des personnalités peu favorables aux transports collectifs et au tram mais conformément à un engagement de sa campagne électorale, M. Carignon soumet le projet à référendum. L'ADTC critique cette procédure qui ne consulte que les Grenoblois électeurs, oubliant les jeunes, les immigrés et les utilisateurs des communes voisines. Néanmoins, l'ADTC décide de participer à la campagne pour le "Oui", en collaboration avec l'UFC, la FRAPNA, le Comité pour l'accessibilité aux Handicapés. Grâce à cette mobilisation, le Oui l'emporte... malgré l'appel à l'abstention du PS.

La caution du référendum donne au tram une légitimité qui ne sera plus contestée. L'opération va s'engager vite : en juin 84, les premiers travaux commencent.

L'ADTC et les autres associations doivent encore se battre pour améliorer le tracé et l'accessibilité. De nombreuses variantes sont étudiées et les associations d'handicapés obtiennent une innovation technique remarquable : un matériel roulant à plancher bas rigoureusement unique au monde dans sa catégorie.

Le succès est tel qu'aujourd'hui, une deuxième ligne va être mise en chantier pour être opérationnelle en 1990.

Jean SIVARDIERE

(1) ADTC, 7 allée de la colline, 38100 Grenoble. Tel : 76 09 67 50.

POURQUOI LE TRAMWAY ?

Entre le bus et le trolleybus d'une part et le métro d'autre part, il existe un créneau que seul le tram peut occuper au mieux du rapport entre le coût et le service rendu.

Bus et trolley sont d'une capacité unitaire trop faible pour les axes chargés (il faut alors multiplier les services, ce qui est coûteux et difficile à réguler); le métro est d'une capacité excédentaire pour les villes moyennes et d'un investissement très élevé.

Dans le créneau intermédiaire, le tram n'a pas de concurrent véritable. Tous les systèmes imaginés dans les vingt dernières années sont tombés aux oubliettes, sauf le VAL en service à Lille et projeté à Toulouse, Strasbourg et Bordeaux. Or, il s'avère que le VAL, de construction très coûteuse (c'est un métro) coûte plus cher à l'exploitation à cause de son électronique sophistiquée et est très sensible à divers disfonctionnements. Si la firme Matra était moins dynamique et si le prestige de la nouveauté ne faisait pas tourner tant de têtes, le VAL resterait un brillant objet de collection...

Des qualitées éprouvées

Les qualités éprouvées du tram sont les suivantes :
- sa capacité : 240 places dans une rame, multipliés par deux en cas de fonctionnement en rame double. Les frais d'exploitation en sont réduits puisqu'il n'y a jamais plus d'un conducteur.
- son absence de nuisance chimique (moteur électrique) et son faible niveau sonore.
- sa vitesse grâce à la mise en site propre qui permet, de plus, de bien assurer la régulation des rames.
- son insertion possible dans tous les types de tissu urbain, y compris les rues étroites des centres anciens (voir le centre de Grenoble).
- son confort pour les usagers grâce au roulement sur rails.
- son accessibilité aux handicapés en fauteuil grâce à un plancher au niveau du quai. Réalisée pour la première fois à Grenoble, cette disposition s'imposera partout à l'avenir.

Un succès immédiat

Vitesse, fréquence, confort, capacité, accessibilité, autant de facteurs du succès. Au bout d'un mois de fonctionnement, la ligne de tram de Grenoble transportait déjà 40 000 voyageurs/jour, alors que la ligne de bus la plus chargée, avec une fréquence et une population desservie analogues, n'avait jamais dépassé 19 000 voyageurs par jour.

ADTC



69 - OZONE EN DANGER

Silence, Courant Alternatif et Les Verts-Rhône, vous invitent à une soirée sur ce thème le mercredi 18 mai, à partir de 20 h à la Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon. Un animateur de l'association "Bulle Bleue" viendra de Paris pour présenter les dernières informations sur le sujet, les mesures à prendre et les alternatives possibles. Une bonne occasion pour venir découvrir le numéro hors-série de Silence sur ce sujet.

QUEL BILAN DE L'ANNEE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT ?

A l'occasion de la clôture de l'Année Européenne de l'Environnement, Undine Bloch von Blocttnitz, député vert au Parlement européen, a stigmatisé le caractère tape-à-l'œil de cette manifestation. De grandes associations en ont profité, tandis que les petits groupements actifs de protection de l'environnement n'en ont pas bénéficié. *"L'année de l'environnement aurait exigé que nous surmontions les intérêts économiques et les égoïsmes nationaux"* a-t-elle déclaré.
La seule chose sur laquelle le Conseil Européen est parvenu à se mettre d'accord rapidement l'an dernier, c'est le règlement sur la protection contre les rayonnements ionisants. Dans ce domaine, on a fixé des valeurs qui sont deux fois plus élevées que celles auxquelles le consommateur a été exposé après Tchernobyl. Undine von Blottnitz a cité les exemples suivants :
- conférence sur la protection de la mer du Nord : des déclarations sans contenu qui n'amèneront aucune amélioration sensible,
- grandes installations de combustion : pas d'accord entre les Etats membres,
- épuration des gaz d'échappement des véhicules à moteur : les mesures prises par la Communauté sont nettement en retrait par rapport à celles décidées par les Etats-Unis et le Japon,
- problème des déchets : reportés à plus tard,
- directive sur la protection des oiseaux : n'est respectée dans aucun des Etats membres,
- directive sur l'eau potable : n'est pas respectée non plus, ni pour les eaux de surface, ni pour les eaux souterraines,
- protocole de Montréal sur l'ozone : non ratifié,
- études d'impact sur l'environnement : mesure non mise en œuvre en temps utile,
- possibilité de recours des citoyens par-delà les frontières : rien en vue...

Le résultat global de l'année de l'environnement est attristant, peu flatteur et illusoire, et cela, non parce que le citoyen le veut ainsi. Au contraire 72 % des Européens voient dans la protection de l'Environnement un problème urgent. Mais les milieux économiques disposent du lobby le plus puissant... Chaque pays fait valoir ses intérêts particuliers au sein du Conseil, comme le montre le refus de la France, de l'Angleterre et de l'Italie sur le problème des pots catalytiques, pour protéger leur industrie plutôt que leurs forêts.
Undine von Blottnotz invite les citoyens d'Europe à demander des comptes à leurs hommes politiques : ils sont responsables de ces mauvaises décisions.

38 - OUVERTURE DE LA MAISON DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Il existait déjà une MNE à Lille... il y en a aussi maintenant une à Grenoble. Cette idée née il y a déjà 6 ou 7 ans voit aujourd'hui le jour à l'emplacement d'une ancienne crèche. Elle est financée par le Conseil Général, le Conseil Régional et le Ministère de l'Environnement. Elle se trouve Place Bir-Hakeim et c'est le nouveau siège de la FRAPNA-Isère... ainsi d'une quinzaine d'associations.

38 - UNE GROTTE AMENAGEE POUR LES CHAUVES-SOURIS

26 espèces de chauves-souris habitent le département de l'Isère. Un tiers de ces espèces sont menacées par les pesticides et le manque de gîtes favorables. Pourtant ces mammifères sont protégés par la loi. Aussi, la FRAPNa, les Grottes de Choranche et les associations de spéléologie et de protection de la nature de Royans ont aménagé une petite galerie de la Grotte de Gournier à Chorange, dans le Parc Naturel du Pilat. Une grille limite le passage du public et des panneaux d'informations ont été mis en place. On peut en savoir plus auprès de la FRAPNA, place Bir-Harkeim, 38000 Grenoble.

BOMBE AEROSOL ECOLOGIQUE

Une bombe aérosol à air comprimé et rechargeable a été mise au point par la société Prestige. Plus de pollution par les fréons, plus de bombes que l'on jette après usage, plus de bombe qui explose. On peut se procurer la documentation sur ce nouvel aérosol auprès de la Maison de l'Ecologie, 58 av Buneau-Varilla, 11000 Carcassonne. Tel : 68 71 01 47.

TRANSPORTS GRATUITS AU LICHTENSTEIN

Pour diminuer la pollution due au voiture, le Liechtenstein vient de décider la gratuité des transports collectifs à partir du 1er janvier.

B - SUBVENTIONS

Le montant des subventions en Belgique se monte à 663 millions de FB pour le culte contre 10,5 pour l'environnement. L'écologie n'est pas encore une religion !

73 - ENTRETENIR ET NETTOYER UNE RIVIERE

Du 9 au 11 mai, Concordia, association de chantiers de jeunes, et la FRAPNA-Savoie (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la NAture), organisent un stage comprenant des parties théoriques et des descriptions et analyses d'une expérience de "chantier rivière".
Ce stage qui se déroulera à Yenne s'adresse à des responsables d'associations de chantier ou d'environnement, des animateurs de chantiers de jeunes, des entreprises et des employés communaux. Renseignements : FRAPNA-Savoie, 20 rue Croix d'Or, 73000 CHambéry, tel : 79 85 31 79.

04 - SEJOUR EN OBSERVATOIRE D'ASTRONOMIE

Pour partir en voyage vers de lointaines galaxies, la Haute Provence vous invite à suivre le "Serpent d'Etoiles". Un observatoire intallé à 1905 m, sous le ciel le plus pur d'Europe, avec un équipement professionnel. Plein air nature vous propose une randonnée sur le Mourre de Chanier, avec bivouac à mi-chemin, trois jours à l'observatoire et retour. Une semaine en tout. Renseignements : Plein Air Nature, 42, bd Victor Hugo, 04000 Digne. Tel : 92 31 51 09.

FILMS ECOLOGIQUES

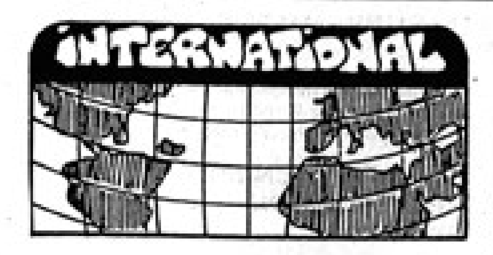
L'Ökomedia Institute vient de publier un recueil de 72 pages en anglais et en allemand sur les films et documentaires passés lors du Festival du film écologique à Hambourg, en 1987. Si vous cherchez des documents audio-visuels : 14 DM à commander à Ökomedia Institute 52, Schiller Street D-7800 Freibourg.

11 - STAGES DE PERMACULTURES

Du 12 au 15 mai, initiez-vous à la permaculture et aux stratégies agronomiques écologiques. Renseignements :Permaculture Pyrénées, 11300 Bouriège, tel : 68 31 51 11.



26 mars : manifestation des chasseurs du Sud-Ouest pour le maintien des chasses traditionnelles, contre la directive européenne.



07-30 - MANIFESTATION POUR LES KANAK

Le collectif non-violent pour la justice créé à Vans organise un rassemblement régional pour la Kanaki le 1er mai après-midi au sommet du Mont Aigual dans le Gard. On peut en savoir plus au 75 36 90 88 ou en écrivant au Collectif BP 30 07140 Les Vans.

URGENCE SOUTIEN AUX KANAK

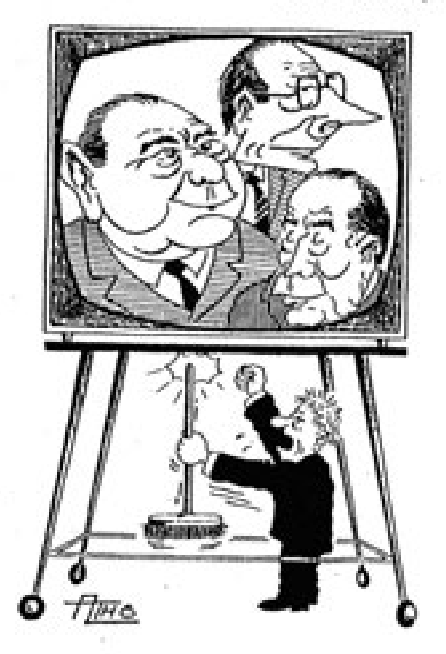
Le 13 janvier dernier, le cyclone Anna s'est abattu sur la Nouvelle-Calédonie, dévastant surtout la côte est, et les communes de Piondimié, Canala, PonérIouen... Chaque année, une dizaine de cyclones dévastent une partie du monde. Chaque fois des appels internationaux sont faits pour venir en aide aux populations touchées... Mais cette fois, rien.
Pourtant, la situation est préoccupante : sur la commune de Poindimié, 833 exploitations, 6700 hectares et 3600 personnes ont vu leur récolte détruite et il faudra six mois pour préparer la prochaine récolte. 50 % des habitations sont à reconstruire.
La CEE vient d'allouer 600 000 F au territoire, et le Haut Commissariat est chargé de distribuer l'aide aux 2500 personnes sans abri et aux 8000 familles dont les exploitations ont été touchées. Il est évident que le gouvernement va s'en servir comme arme de pression sur les Kanak.
Pour aider directement les familles Kanak, l'association lyonnaise de soutien au peuple Kanak a décidé de se jumeler avec Poindimié et Ouvéa. Notre première action est une aide d'urgence. Vous pouvez envoyer des chèques de soutien à ALSDPK, c/o CEP BP 5006 St-Jean, 69245 Lyon Cédex 5, mention "Urgence Poindimié".

3000 LETTRES DE DESOBEISSANCE EN SOUTIEN AUX KANAK

Le cap des 3000 lettres de désobéissance pour protester contre le jugement de Hienghène (les assassins de 10 kanak ont été acquittés) est atteint. Cette campagne de désobéissance prend une ampleur comparable à celles qui accompagnaient la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac. Pour le moment, les procureurs concernés font la sourde oreille. Il faudra attendre la fin des élections pour qu'il y ait une réponse... à moins que l'on préfère laisser courir plutôt que de reparler de l'indépendance de la justice en Nouvelle-Calédonie. Si vous n'avez pas encore signé la lettre, elle a été publiée dans le numéro 100. Vous pouvez également connaître le groupe de campagne le plus proche de chez vous en téléphonant à la coordination, Abbaye de Bonnecombre, 12120 Cassagnes-Béghones. Tel : 65 74 14 87.

NOUS SOMMES TOUS CITOYENS DU MONDE

40 ans déjà ! Le 25 avril 1948, Gary Davis, pilote américain de la dernière guerre, abandonne sa nationalité et se place sous la protection de l'ONU en se déclarant citoyen du monde. Au lendemain de la première guerre atomique, l'idée d'unir les êtres humains et de supprimer les frontières, cause de toutes les guerres, provoqua l'enthousiasme chez des milliers d'hommes et de femmes sur la planète. En 1950, plus de 600 000 personnes, et beaucoup d'autres plus tard à travers le monde, se sont déclarées Citoyens du Monde en faisant la demande de leur carte d'identité mondiale auprès de Registre International des Citoyens du Monde (RICM) créé le 27 juillet 1949 pour compter officiellement tous ceux et toutes celles pour qui la Terre n'est qu'un seul pays.
Depuis, le temps a passé et les hommes, plus occupés par l'acquisition de biens matériels et par l'élévation dans les hiérarchies professionnelles, se sont détournées de ces belles idées, ignorant que ce qui les pousse à toujours vouloir se faire plaisir et à toujours vouloir dominer l'autre est dû au fait qu'ils laissent libre cours au fonctionnement inconscient de leur cerveau reptilien.
L'aube du troisième millénaire approche, jamais autant qu'aujourd'hui la mondialisation des problèmes tels que la pollution, la santé, le surarmement, la faim dans le monde, le chômage, etc... n'a été plus flagrante et plus inquiétante. Il est évident qu'aucun de ces problèmes auxquels doit faire face l'humanité ne trouvera de solution durable s'ils ne sont pas résolus à l'échelle de la planète.
C'est aussi, sans doute, pourquoi on note un regain d'intérêt pour les idées mondialistes. C'est, aussi, pourquoi d'autres utilisent les peurs qu'engendre un avenir incertain, pour servir des desseins égoïstes et xénophobes, en faisant vibrer la corde du nationalisme et du patriotisme. L'ignorance étant la raison pour laquelle ceux-là trouvent une audience, tout doit être mis en œuvre pour la faire reculer.
C'est, aussi, pourquoi les Citoyens du Monde ont décidé de sortir de la masse silencieuse et de parler en revendiquant ouvertement leur identité mondiale. C'est pourquoi enfin, ils invitent tous ceux et toutes celles d'entre vous qui sont déjà convaincus à venir apporter leur pierre à l'édifice.
Pour en savoir plus : Citoyens du Monde, 60 rue du Dauphiné, 69003 Lyon. Tel : 78 36 78 48.



"C'est pas bientôt fini ?"



ÇA MANQUE D'EMISSIONS ECOLOS !

Vous êtes écolo, ... un peu...
Vous lisez Silence, ... beaucoup...
Vous trouvez qu'il n'y a pas assez d'émissions de Radio "écolo"... et c'est bien vrai !
Eh bien, faites-en une !
Mais rien que d'y penser, vous avez la langue qui s'emmêle ?
Je vous propose une petite "initiation à l'animation d'émissions radio écolo".
Par exemple, on se retrouve aux "Rencontres Vivre et Travailler Autrement" les 21-22-23 mai 88 à Castelnau-Montratier (voir annonce en Bref - Alternatif). On prépare ensemble une émission qu'on présente à une radio-libre de Cahors.
C'est la première fois que ça fait drôle ! ... Après, vous verrez, on s'y fait très bien... (C'est pas vrai ! J'ai toujours un peu les jambes molles avant le générique !).
Et ensuite, peut-être mettrez-vous en route une émission écolo dans votre région ?
Contact : Olivia, Onde Vive, Vie au Grand Hertz, BP 23, 33037 Bordeaux Cédex. Tel : 56.81.45.90 (émission tous les samedis matins de 10h30 à 11h30 à Bordeaux sur 99,2 Mhz).

69 - ISRAEL / PALESTINE : QUEL AVENIR ?

Trois jours d'information et de réflexion les 8, 9 et 10 juillet 88 au Centre Albert le Grand, La Tourette, à L'Arbresle avec M. Aron, Pierre Rondot, J.P.Chagnollaud, et André Laudouze. Une histoire tourmentée, une actualité brutale, quarante ans de conflits et de frustrations, un dialogue difficile, des données incontournables : existence de l'Etat d'Israël, droit du peuple palestinien à son Etat, les chances d'une paix juste au Proche-Orient, les responsabilités de l'Europe et des chrétiens. Renseignements : Centre Albert le Grand, BP 105, 69210 L'Arbresle.

NOUS SOMMES TOUS DES PSYCHOTIQUES (2)

Lorsque la société se transforme, nous ne réagissons pas tous de la même manière. Certains en sont exclus d'autres y prennent plaisir. Le docteur Ollivenstein nous montre les mécanismes et les conséquences des changements de la société.

Je cite souvent l'exemple de l'institution soignante. Si un asile de vieillards ou un hopital se débrouille pour contenir les désirs ou les activités de ses pensionnaires pour le plus grand confort de son personnel cela peut fonctionner tant que le nombre de demandes est supérieur au nombre de lits par exemple.

Mais si par mauvaise réputation, par concurrence ou autre cause, l'hôpital voit son recrutement diminuer ou se tarir, et si l'établissement fonctionne au prix de journée ou au budget global contrôlé, cela va rapidement s'en ressentir. Si cet établissement devient déficitaire, il va falloir licencier du personnel ou ne pas en recruter.

Mais avant même d'être licenciés, les membres du personnel vont être culpabilisés par leur direction car ils n'auront pas "bien travaillé". Ils participeront de la conception de l'inéluctable qui, au lieu de leur permettre d'envisager une réforme de leur capacité de travail, une adaptation, fera qu'ils ne chercheront même pas une réforme de leur institution.

Pour qu'une institution fasse correctement ses tâches primaires, il faut quelques chose d'essentiel. Il faut qu'elle soit idéalisée, novatrice et conquérante. Même si c'est une illusion, cette illusion peut être novatrice et conquérante si il y a des résultats. Mais si elle perd de vue sa tâche primaire, si elle ne fonctionne plus que pour l'hyper protection de ses membres, alors elle passe à un autre stade. Elle passe au stade du fétichisme et des idoles."

L'exemple des toxicomanes

"Dans le cas de Marmottan (1), le fétichisme avait fabriqué un toxicomane idéal qui existait en soi et pour soi. Par exemple, il était bien ancré dans notre tête que le toxicomane était un être marginal et qu'il refusait toute insertion sosio-professionnelle.

Or actuellement, c'est exactement l'inverse qui se produit. Il reste bien une frange de 10 à 15 % qui se veut marginale mais l'immense majorité des garçons et des filles qui se droguent réclament une insertion socio-professionnelle. Nous avons créé avec Michel Platini une fondation et nous avons obtenu des industriels, ce n'est pas très élevé mais par les temps qui courent... une centaine d'emplois. Ces cent emplois ont été immédiatement remplis.

Il y a beaucoup plus de demandes que de places.

Je me rappelle qu'il y a huit ans, le premier garçon qui m'a dit dans mon service qu'il voulait devenir chaudronnier chez Renault, je l'ai regardé comme un fou. Mon équipe m'a dit : "Il n'est pas toxico celui-là". Ces changements sont encore plus complexes car si l'institution vit en vase clos et qu'elle veut enregistrer le changement, elle va tomber à côté de la plaque."

Les pores de la société

"Dans une société d'abondance, il y avait de la place pour les marginaux. Ils vivaient, comme disait Karl Marx "dans les pores de la société". Il y avait de multiples formes d'assitance ou de mode de vie. Le fromage de chèvres est une preuve de la persistance de cette période. Mais tout le monde ne peut pas vivre de fromages de chèvres. alors, il s'est produit le retour et le maintien au bercail. Le poids économique de la famille poûr la survie de leurs enfants et redevenu tout puissant.

Mais il est évident qu'un poids économique se traduit aussi dans l'imaginaire. Ce qui veut dire que les valeurs de la famille sont redevenus grosso-modo, les valeurs de toute une génération. Nous nous trouvons devant devant un paradoxe. La toxicomanie qui était une marginalité assumée et revendiquée devient dans le même temps et contradictoirement une exclusion.

Nous avons là l'exemple d'un processus qui, au départ, avait une dimension volontaire, en tout cas volontariste, et qui par le poids des rapports sociaux et des pesanteurs psychologiques se transforme en exclusion. Cela se passe non seulement chez les marginaux comme les toxicomanes mais dans toutes les institutions.

A l'Université, dans le monde dû travail, lorsqu'une institution ne peut assumer ses tâches primaires, il y a exclusion d'abord d'une partie des usagers mais dans un deuxième temps et plus ou moins rapidement selon les évènements, il y a processus d'exclusion des membres de l'institution."

Mythe, idéologie et utopie

"Les individus ne sont pas identiques. Il y a ce qu'on appelle des formations identifiantes. On en distingue, en gros, trois : le mythe, en général, le mythe fondateur ; puis il y a l'idéologie qui permet d'assurer le fonctionnement, et la troisième, c'est l'utopie qui permet d'avoir un but idéal qui peut, lorsque les choses se passent bien, être confondu avec l'idéal du moi individuel et collectif. Il est bien évident que quand les institu-

tions ont des défaillances, tout cela cesse de fonctionner. On entre dans un climat de désillusion.

Il se fait alors ce que les psychanalistes appellent un travail de deuil qui aboutit à cette notion d'inéluctable.

Un réel trop contraignant

Deuil du mythe, rigidification au niveau de l'idéologie jusqu'à son extrême : le terrorisme. Evidemment, dans ces conditions, il n'y a plus d'utopie. Il ne reste alors que le réel. Le réel devient contraignant et il attaque de tous côtés et il ne permet plus un projet, un idéal, un désir. Sans ces trois éléments, il n'y a plus qu'un seul face à face : l'institution et ses membres.

Ce face à face poussé à l'extrême n'a que deux échappatoires : le dogme et le remplacement du mythe par les idoles. C'est le cas des dictatures. Qui dit dogmes, idoles et dictatures dit également victimes. Celles qui refusent le dogme, celles qui combattent la dictature, celles qui disent que les idoles sont fausses.

Nous nous trouvons devant de nouveaux conflits. D'un côté la survie des institutions qui implique l'adhésion et de l'autre côté des membres de l'institution qui ne peuvent y adhérer.

Dans notre modernité, il est évident qu'il y a plus d'institutions qu'au moyen-âge et il y a beaucoup plus de victimes y compris, paradoxe soulevé, dans les institutions destinées à aider les victimes. Mais il y a bien plus. Cette multiplication des institutions a produit, en période d'abondance, des phénomènes d'anesthésie qui ont diminué voire éliminé les possibilités d'adaptation sauvage des individus et des groupes.

Cela n'est pas évident en temps ordinaire, mais le grand nombre d'inadaptés à la simple survie croit énormément. Cela est clair lorsqu'arrivent les catastrophes.

Catastrophes réelles ou phantasmées

Il y a des catastrophes psychiques. Je l'ai annoncé avec la notion d'inéluctable. Ces catastrophes psychiques peuvent être réelles ou fantasmées. On connait des millions de gens qui vivent, ont vécu ou vivront avec la catastrophe du péril jaune, du bolchévik avec le couteau entre les dents ou l'invasion des sauterelles. Ce qui est grave, c'est que les victimes de ce catastrophisme psychique ne sont pas faciles à repérer mais ce sont des personnes chez lesquelles une succession d'évènements pas forcément majeurs suscite des représentations de destruction et de négativité.

Cela crée chez elles mais aussi par ricochet dans leur entourage des réactions d'angoisse et des fantasmes d'anéantissement.

Si ces personnes n'ont pas de défenses suffisantes, notamment lorsque les mythes d'identification ne fonctionnent pas, lorsqu'elles n'ont pas de support idéologique, et lorsque l'institution n'assure plus les défenses, cette angoisse, peut, de proche en proche, entrainer des catastrophes.

Dans les établissements hospitaliers, il y a confiné dans des tâches obscures, et souvent de nuit, du personnel antillais. Il n'est pas rare que ce personnel se sente persécuté. Réalité ou présupposé, l'important est que ces personnes ont un vécu de persécuté. Elles vivent de façon catastrophique leurs rapports avec leur entourage et en viennent facilement à l'accusation de racisme, réel ou supposé, mais cela entraîne, en ricochet, des réactions des autres membres du personnel, et de plus en plus l'exclusion de ce type de personnel. C'est un accident extraordinairement fréquent dans nos établissements.

Mais n'est pas victime qui veut. Il existe des mécanismes de défense individuels tout autant que des mécanismes de défense institutionnels. Bleger a définit trois groupes où peuvent se retrouver les personnalités des uns et des autres."

Les dépendants, les névrosés, les normaux, les psychotiques

"Le premier groupe est composé d'individus dépendants ou symbiotiques. Les liens de ces individus avec les institutions ou les groupes auxquels ils adhèrent sont symbiotiques fusionnels. Ils essaient de s'intégrer au maximum dans l'institution dont ils dépendent et ils fusionnent dans l'identification groupale.

Le deuxième groupe est un fourre-tout. Il s'agit des névrosés et des normaux. Par rapport au premier groupe, il y a une relative indépendance. Ces deux sous-groupes gardent vis-à-vis de l'institution un certain quant à soi. Mais ils cherchent, et réussissent en général, à s'intégrer dans le groupe.

Le troisième groupe est composé des personnalités psychotiques. Pour ces personnes, le groupe et les institutions sont secondaires. Ils les utilisent, mais en même temps, ils sont déjà ailleurs.

En temps normal, les deux premiers groupes participent et représentent la "majorité silencieuse". Lorsque cela ne va pas, ils se réfugient dans la pathologie.

Le premier groupe lors de catastrophes, est beaucoup plus perdu que le deuxième. Il est pathétique de voir comment les gens de ce premier groupe tombent rapidement lorsqu'il n'y a pas de filet de protection sociale, dans le quart-monde.

Le groupe le mieux armé est le troisième. C'est quand la catastrophe arrive que ce groupe donne sa mesure.

En temps normal, ce troisième groupe à une certaine tendance à la marginalité. Il utilise le système plus qu'il n'est utilisé par lui. là, nous voyons bien la différence entre marge et exclusion. Ils ne sont pas en dehors du système. Ils sont dedans mais en même temps, ils sont prêts à être ailleurs. Leur imagination fonctionne encore avec une utopie.

Ils préparent un ailleurs parce que dans leurs âmes, ils vivent toujours en situation de pré-catastrophe. Pour eux, il est évident que l'institution est inadéquate et c'est parmi eux, en cas de catastrophre, que vont se trouver les fondateurs des nouvelles institutions. Ils sont les moteurs des futures institutions."

Docteur Ollivenstein.
Propos recueillis par Ibrahim Carbonare.

(1) L'Institut dirigé par le Dr Ollivenstein.



CONSTRUIRE LA PAIX

Les personnes et les groupes intéressés par la venue de Jean-Marc Lavieille, universitaire, membre du collectif Paix-Liberté, auteur des deux ouvrages "Construire la paix" qui viennent d'être publiés à la Chronique Sociale (voir critique dans Silence précédent), peuvent le contacter en lui écrivant au 1 rue Sisley, 87000 Limoges, tel : 55 37 60 19. Enseignant de droit international public et de relations internationales, l'auteur peut animer des réunions sur les réalités et les enjeux de l'armement et du désarmement, en particulier en France et en Europe.

UN REFERENDUM SANS URNES POUR UN MONDE SANS ARMES

La semaine mondiale du désarmement, qui aura lieu sur l'initiative de l'ONU du 24 au 30 octobre prochain, donnera à tous l'occasion de se manifester sans avoir à adhérer, ni dépenser quoi que ce soit. Il est simplement demandé de coller sur une de vos vitres, une feuille blanche de dimensions courantes, vierge, ou avec le mot "paix", ou une colombe. La préparation de référendum sans urnes ne nécessite aucune organisation spéciale, si ce n'est de noter les dates et de faire passer l'information autour de soi. On espère que cela sera l'occasion de provoquer des discussions entre les gens et d'ouvrir le débat à la base sur ce sujet vital.

SOUS LES BERETS... LA VASE

Le COT vient de publier un album de dessins antimilitaristes ayant pour thèmes les ventes d'armes, le budget militaire, la situation internationale, le colonialisme, le surarmement, le service militaire, la désobéissance, l'armée européenne... vu par 46 dessinateurs d'une dizaine de pays. 65 pages, couverture 2 couleurs de Solé. 55 F (+ 5 F de port) à commander à COT, BP 229 81006 Albi Cédex.

CAUSERIES AVEC LANZA DEL VASTO

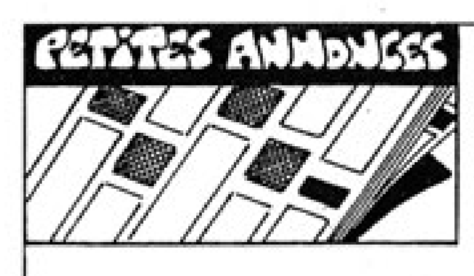
Si vous êtes intéressés par l'enregistrement de 30 causeries de Lanza del Vasto sur la non-violence, la vie intérieure, la vie communautaire de l'Arche, etc... liste complète sur demande contre enveloppe timbrée à Gérard Weyer, 9 rue du Vélo, 10000 Troyes.

7EME CONVENTION EUROPENNE POUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE

Du 29 juin au 2 juillet 1988 se tiendra à Lund (Suède), la 7ème convention européenne pour le désarmement nucléaire. 5 thèmes seront développés : Détente Est-Ouest, course aux armements et campagnes d'oppposition, influences entre pays industrialisés et pays du tiers-monde, les syndicats et la lutte pour lapaix, mouvements de paix : travail concret et nouveaux défis. Renseignements et inscriptions : Sylvie Mantrant, BP 284, 75228 Paris Cédex 05.

CH - DE L'INTER-PERSONNEL A L'INTERNATIONAL

Du 4 au 9 juillet 88, dans le cadre de la résolution non-violente des conflits, une semaine de formation au Louverain sur ce thème sera animée par une équipe internationale d'animateurs : Paul Wehr, président du département de sociologie à l'université du Colorado, USA, Bernadette Bayada, de la commission nationale "Education et non-violence" du Mouvement pour une Alternative Non-Violente, en France, Paty Patfoort, anthropologue, animatrice de sessions d'entraînement à la non-violence en Europe et aux USA, de Belgique, Jean-Denis Renaud, membre du Collectif Romand de formation à la non-violence, animateur au Louverain, Suisse. Renseignements : Le Louverain, CH 2206 Les Geneveys-sur-Coffrane, Suisse.



EMPLOIS

• Guy Barthélémy (vécu de Silence - janvier 88) vous invite à venir à La Julienne, 83170 Tourves (Tel : 94 78 81 86). Quatre ménages sont sur place pour restaurer les bâtiments destinés à recevoir des stagiaires pour des apprentissages en artisanats ruraux applicables aux besoins des villages défavorisés - des compagnons bâtisseurs aident aux travaux. Nous accueillerons avec gratitude tous volontaires pouvant se rendre libres dans les mois qui viennent, et aider dans les techniques du bâtiment. Il peut leur être assuré : logement, nourriture, assurances et confortables indemnités. Ecrire avant tout déplacement SVP.

• J.F. titulaire d'un diplôme de drainage lymphatique manuel selon Vodder, macrobiotique depuis deux ans, cherche emploi région Toulouse, Montpellier ou Dax. Tel : 78 36 51 83.

• Animateur stagiaire, cherche emploi d'animation pour les mercredis après-midi ou samedis, et juillet ou août. Tel : 78 53 47 50 (Eric).

CONTACT

• Cherche associé(e) pour la ferme-accueil écologique du "Biolopin". Apport de capital souhaité. Cherche également personnes sérieuses et motivées à la recherche d'une activité pour constituer une entreprise de construction ou d'aide à la construction en "bois cordé" ou autres techniques écologiques. Alain Richard, Le "Biolopin", 39570 St-Maur. Tel : 84 44 23 92.

• Petit groupe d'Anglais, possédant grande maison de style du 17eme siècle, qu'ils espèrent restaurer pour l'habiter, avec 3 ha de terrain, cherche partenaires français à temps plein ou partiel. Projets envisagés : culture bio., musique, théâtre, peinture, artisanat, vie en commun, technologies alternatives. Ecrire à : Labrunie, Auriac-sur-Drupt, 47120 Duras. Tel : 53 20 24 43.

• Cherchons des personnes ayant une vie intérieure, pas intellectuelles mais très cordiales et paisibles, pour fonder, en Cévennes, une petite communauté autour de l'enseignement de Jean Bernard Wibin : Eveil, Orientation, créativité, en une nouvelle approche. L'autonomie matérielle est souhaitable, déjà acquise ou à réaliser sur place. Ecrire à l'Ermitage du Mont Aigu, St-Hippolyte, 30700 Uzes. tel : 66.22.59.06.

OBJECTEUR

• Le Centre d'Information sur l'Energie et l'Environnement (CIELE), 48 Bd Magenta, 35000 Rennes, tel : 99 30 35 50, cherche obj. pour juin 88, intéressé par maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables. Formation scientifique ou thermicien souhaitée, connaissance milieu associatif appréciée.

• Union Fédéral des Consommateurs (UFC), 2 rue Berthe de Boissieux, 38000 Grenoble, tel : 76 46 88 45, cherche obj. pour travail économique (enquêtes), journal, administratif (peu), juridique (si formation).

• L'Association Lyonnaise pour l'Etude et le Développement de l'Energie Solaire, ALEDES, Université Lyon I, 69622 Lyon Cédex 1, tel : 78 89 81 24 poste 33-57 (Mr Menguy) ou 33-55 (Vincent), recrute un objecteur pour mai-juin 88 avec formation thermique de préférence ou technique. Assurant la permanence au local, il sera appelé à intervenir sur le terrain et dans le cadre d'expérimentations à effectuer des mesures en laboratoire. Gestion des relations avec les partenaires régionaux : coopération tiers-monde, sensibilisation en milieu scolaire, formation possible.

• Thélème, St- Brès, 30500 St-Ambroix, tel : 66 24 06 97, "école parallèle, secondaire préparant également aux diplômes, cherche des objecteurs de conscience motivés pour un travail d'animation et de coordination. Postes libres en mai/juin et oct/nov.

• Nature & Progrès, 680 rue Pierre Montet, 69400 Villefranche/Saône, tel : 74 62 30 61, cherche objecteur pour mai 88 pour sa revue bimestriel, secrétariat de rédaction de rédaction, reportages, maquettes, courrier... Aptitudes à la consommation, goût de l'écriture, formation supérieure agricole souhaitée. Envoyer CV et lettre de motivation.

• L'Auberge de Jeunesse du Hohwald, dans les Vosges à 650 m, cherche un objecteur aimant la nature, le contact humain, l'initiative: Prendre contact au 88 08 32 64.

• Peuples Solidaires, fédération d'associations pour la solidarité et le développement, cherche un objecteur pour son secrétariat régional à Lyon. Responsabilités : revue (Peuples en Marche), gestion documentation, activités d'information avec les groupes de la région. Contacter Hervé Derriennic, Peuples Solidaires, Vézéronce, 38510 Morestel, tel : 74 80 05 69.

LOGEMENT

• Etudiant cherche chambre ou studio pour année 88-89 à Paris ou proche banlieue (Nanterre - St-Denis). Prix modéré. Pascal Dubourg, 3 rue Chédanne, 76150 Maronne. Tel : 35 75 87 66.

DIVERS

• Problèmes scolaires ? Un ou des cours de soutien s'imposent. Je vous propose cours d'Allemand, Economie, Mathématiques, Physique-Chimie, Français jusqu'au niveau seconde. Tel : 78 53 47 50 (Eric)

COURRIER

VERRE CONTRE LE CANCER

On mettait consciencieusement nos bouteilles, bocaux et autres verres dans les bennes de récupération jusqu'à ce qu'on soit confronté à la question du cancer. Depuis, on n'a plus du tout envie de donner quoi que ce soit, même nos déchets, à cette recherche officielle. Son sectarisme est criminel et engendre tous les jours des souffrances et des victimes inutiles.
Alors que faire ? La "Ligue" a-t-elle le monopole de la récupération du verre ? Pourquoi ? Quel est le circuit et l'intérêt du recyclage du verre ? Eclairez-nous !
P.Gallet et O.Jésus.

DE L'EXTREME WAECHTER A L'EXTREME AMAZONIE

(...) Le seul courant idéologique à porter le nom d'une science est le mouvement écologique. Car c'est aux scientifiques que nous devons cette prise de conscience. Il y a eu quelques cris dans le désert au milieu du XXème siècle : Fairfield Osborn, auteur de "La planète au pillage" (1949) ou à Jacques Ellul "La technique ou l'enjeu du siècle" (1954). Mais c'est alors que le premier mouvement d'opposition au monde moderne battait déjà son plein aux Etats-Unis (les hippies) que les cris d'alarme des scientifiques commencèrent à être écoutés : Rachel Carson, Roger Heim, Jean Dorst... Par un colloque de l'automne 1969 à l'Unesco, ces hommes de science alertèrent le monde industriel assoupi dans la douce ivresse des "trente glorieuses". Ce qui s'est dit à l'époque est mot à mot toujours brûlant d'actualité aujourd'hui.
Une seule chose a changé : l'émergence d'un courant de pensée conservateur - de nuance gauche ou droite, peu importe - qui rend de plus en plus illusoire la possibilité d'une écoute de cette sonnette d'alarme. Cette émergence a été longue : elle est la conséquence du choc pétrolier de 1973. On pouvait en détecter les premiers signes après la manif de Malville, en 1977, elle s'est révélée de plus en plus vite depuis 1981.
Alors que dans les années 68-72, on remettait sérieusement en question les bases mêmes des finalités de l'occident, la crise économique a effacé peu à peu ces questions fondamentales en les recouvrant de préoccupations terre à terre du genre chômage, plein-emploi, guerre économique. Ces soucis à court terme, qui font bien l'affaire des entrepreneurs, empêchent l'opinion de se poser les vraies questions. Nous avons raté l'occasion des années 68-72. Maintenant, c'est fini, le courant écologique n'est plus porteur d'une subversion radicale des sociétés industrielles : c'est la politique de l'autruche.
Dans ces conditions, à quoi sert de mener une campagne électorale écolo ? Stratégiquement, il est absurde que les "Verts" mettent tous leurs œufs dans le même panier : le panier de l'hypothèse optimiste.
Pourquoi agir comme si l'opinion pouvait changer : plus il y a de problèmes économiques, moins le message écolo est recevable. Plus il y a crise de l'emploi, plus la jeunesse (autrefois prompte à la révolte) se pique au jeu de pratiquer ce sport de plus en plus difficile : se caser dans un métier bien sage. Plus les règles du jeu deviennent compliquées, plus il y a acharnement arriviste à décrocher le créneau rare.
Et les écolos étant habitués à voir les choses globalement savent bien que le contexte mondial sera de plus en plus défavorable aux sociétés industrielles, situation paradoxale où l'on remarque que plus la situation est grave, plus se conforte une mentalité conservatrice pour rester dans cette situation.
Comme l'ont analysé l'économiste François Partant ou l'historien Jean Chesneaux, ce système industriel est coincé, obligé de continuer sur sa lancée exponentielle suicidaire. Il n'y a plus d'échappatoire possible.
(...) Au sein du groupe de réflexion "Survivre et vivre", constitué surtout de mathématiciens, nous avions en 1973, prévenu nos amis écolos de ne pas se lancer dans l'aventure électoraliste (campagne René Dumont), sinon l'écologie allait être récupérée comme simple lobby de pression chargé de veiller à la qualité de la vie, de même que les syndicats constituent le lobby chargé de calmer la rapacité des employeurs. L'action des lobbies ne sert qu'à injecter de l'huile dans les rouages pour que le système puisse continuer encore plus loin dans son obsession productiviste.
(...) Aujourd'hui, la dictature douce a tissé sa toile, la population est définitivement prisonnière. La crise pétrolière de 73 et ses suites auront été très utiles aux technocrates pour museler les velléités d'opposition. La jeunesse a cessé de se méfier de la société de consommation et ne vit plus que pour l'hédonisme superficiel de la jouissance par la fringue et le look.
Maintenant, il est trop tard pour faire quoi que ce soit : Big Brother est là. Ceux qui ne s'en sont pas encore aperçu liront deux livres parus en 1987 : "Se distraire à en mourir" de Neil Postman - Flammarion, et "La démocrature" de G.Mermet - Aubier.
Alors à quoi bon Waechter ? A quoi bon le candidat bon chic bon genre, affichant un profil bas pour ratisser large? A quoi bon jouer à faire comme si un président écolo pouvait être élu un jour ? Si seulement c'était pour squatter la télé en profitant du règlement des campagnes électorales pour hurler "sauve qui peut", pour crier de façon crue, directe, l'absurdité de cette civilisation, alors là, oui, nous n'avons rien à perdre, la démagogie est parfaitement inutile. Peu importe si nous choquons. Il s'agit de voir quelle nouvelle stratégie s'impose face à ce constat lugubre : comment mettre les œufs dans l'autre panier : l'hypothèse pessimiste.
Il ne faut pas faire l'impasse sur l'hypothèse pessimiste : ce serait faire preuve d'une imprévoyance criminelle, d'un aveuglement militant fanatique.
(...) Les pays industriels vont aller jusqu'au bout de leur productivisme suicidaire au nom de la seule loi qu'ils admettent : la compétitivité.
Cela se terminera donc très mal. La majorité de la population, crétinisée par la télévision, acceptera de jouer à ce jeu morbide. Reste la minorité. C'est là que doivent porter les efforts des militants. Agir non pas pour réformer ou révolutionner le "système" ou "sauver le peuple" mais agir pour préparer la survie d'une minorité à la catastrophe inéluctable et pour jeter les bases de l'après-catastrophe.
(...) Envisager l'hypothèse pessimiste avec une tranquille lucidité, c'est décider que quand l'ennemi est trop puissant, il ne faut pas perdre du temps à jouer au combat à découvert. Pour rester intact dans sa combativité, il faut effectuer un repli stratégique, fuir l'ennemi et apprendre la clandestinité.
Que faire dans nos cachettes de repli ? C'est simple : apprendre à vivre sans la civilisation industrielle, de façon à être capable de lui survivre une fois l'orage passé. (...) Le témoignage du succès de ces îlots de vie heureuse a un impact beaucoup plus déterminant sur la minorité conscientisable que n'importe quel discours ou distribution de tracts. (...)
Il y a ainsi depuis 1977, des néo-forestiers en Amazonie guyanaise. Certes leurs réalisations sont plus que modestes, à l'image des débuts bredouillants des chevriers cevenols en 1971, mais j'y vois là l'une de ces portes étroites de sortie.
Tous les écosystèmes encore intacts du monde sont appelés à abriter des bases de survie où s'épanouira en micro-sociétés paisibles cette fraction d'occidentaux qui opte courageusement pour la sécession et l'exode.
(...)
Thierry SALLENTIN, Les Figuets, 09320 Massat.

COURRIER DES LECTRICES

Au sujet d'une réunion organisée par la Maison de l'Ecologie de Lyon. Deux coups de téléphone d'un objecteur "pas au courant" (dixit l'objecteur) au Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) de Villeurbanne : "Pouvez-vous venir animer un débat sur le thème : ça manque de femmes", "pourriez-vous nous préparer cette intervention avec les autres groupes féministes".
Notre réponse deux fois : pouvez-vous préciser la demande, quelle réflexion, quel travail avez-vous déjà mené à ce sujet au sein de votre mouvement ? Nous voulons bien participer mais pas l'animer, c'est une initiative des Verts, Silence et Courant Alternatif...
Quelques jours plus tard, la Maison de l'Ecologie édite son affiche et la diffuse sur Lyon...
Ce qui ne s'est pas passé : une écoute de la réponse faite par le MFPF, une concertation concernant l'édition de l'affiche, un échange préalable concernant le fond du débat (...).
Cet "incident" est une illustration claire et sans équivoque de la place des femmes dans les mouvements politiques, de droite comme de gauche ou d'ailleurs. On veut bien mettre les femmes en vitrine lorsqu'approchent les élections. On ne voit pas l'intérêt de leur demander

FEUILLETON - Chapitre 8

LE PETIT BONHOMME ROSE SUR UN YACK POILU

Résumé : c'est l'hécatombe, il ne reste plus que 4 moines survivants. A peine de quoi faire une belote ou un tarot entre deux prières.



Avant de jouer au tarot ou à la belote entre deux prières, il y avait le monastère à reconstruire. Et cela leur prit bien six mois ! Enfin, ils purent jouer aux cartes et tout allait bien dans le meilleur des monastères quand un an plus tard... Paf, rien du tout. Incroyable non. Faut dire que c'était une année bissextile et ce n'est que le lendemain seulement que le yack poilu portant sur son dos un petit bonhomme rose portant lui-même un petit paquet jaune arriva en consultant son calendrier pour vérifier que les années bissextiles existaient bien dans le calendrier tibétain. Enfin, bon si c'est prévu comme ça. Il n'en était pas à un jour près. Il rentra dans le monastère, posa le paquet à côté des moines puis se souvenant soudain d'un urgent rendez-vous, il les laissa à leur méditation et courut rattraper son yack poilu que le scénariste avait oublié d'attacher trois lignes avant. On ne peut plus faire confiance à personne. Le monastère explosa et quand les deux survivants eurent enterré leurs deux copains (qui de toute manière trichaient aux cartes) ils décidèrent de reconstruire le monastère.

(à suivre).

leur opinion concernant cette mise en vitrine. (...)
Que ce soit par la gauche ou par la droite, le mouvement de libération des femmes est surtout l'objet de récupération politique le moment opportun. Les archétypes socio-culturels sont puissants, quel que soit le discours mis en avant et l'appartenance idéologique.
La réunion : 13 personnes dont 5 femmes.
Les femmes : *"Nous, on assume le quotidien, on réfléchit sur nos pratiques, on élabore la politique au quotidien"*, *"Là où nous militons, il n'y a pas d'hommes, ou très peu, nous savons pourquoi et nous n'allons pas chercher les autres"*, *"la double journée de travail est toujours une réalité, même dans les milieux de gauche... les agressions sexuelles et la violence aussi. Croyez-vous qu'on a encore du temps à consacrer à des réunions "politiques"?"*.
Les hommes : *"Les femmes ne viennent pas militer dans nos instances alors qu'elles constituent 50 % de nos adhérentes, pourquoi ?"* et à la fin de la réunion *"Moi, je n'étais pas venu pour descendre dans des histoires de crèches, j'espérais au moins qu'on allait élever le débat"* (sic). Un autre *"vous cherchez toujours à nous culpabiliser, y'en a marre, on n'avance pas"*.
Le clivage est net, les hommes parlent "pôlitik", les femmes quotidien (...) Tous / toutes les participant(e)s reconnaissent qu'il n'y a pas eu de compréhension réelle entre les deux sexes. (...)
Voulez-vous créer une société écologiste avec des femmes qui font autre chose ? Avec des femmes qui ne sont toujours pas en sécurité le soir, seul ou dans le métro ? Qu'est-ce qui est prioritaire pour vous, le danger nucléaire ou qu'une femme puisse être violée sous vos fenêtres ?
Et vous allez rester longtemps, là, à discourir sur des grandes idées "pôlitiks" pendant que la société continue de tourner ?
D'après moi, on ne transforme pas la société sans une réelle remise en cause de nos propres schémas sexistes, racistes, petit-bourgeois, ici et maintenant.
On dit aujourd'hui que le féminisme c'est dépassé. C'est peut-être vrai. Certains droits fondamentaux ont été acquis (contraception, IVG, droit du travail...). Ils sont remis en cause aujourd'hui.
Mais dites-moi les copines, vous sentez-vous vraiment reconnue en tant que femme dans la société, dans les mouvements militants... mixtes ? Est-ce que ça ne vous mine pas tous ces petits incidents sexistes, au quotidien dans la rue, au boulot, à la maison ? Il n'en reste pas moins, qu'en tant que femmes, on s'attendait à un échange plus fructueux entre militants et militantes...
Pour le MFPF, Françoise G.

Abonnements pour 12 numéros :
Individuel : 120 F
Groupés par 3 ex : 300 F
Groupés par 5 ex : 430 F
Etranger : 200 F.

N°105
Comité de Rédaction : vendredi 29 avril à 20h30
Clôture des articles : mardi 10 mai
Pliage et repas : Vendredi 20 mai à partir de 19h

N°106-107
Comité de Rédaction : vendredi 27 mai à 20h30
Clôture des articles : mardi 7 juin
Pliage et repas : Vendredi 17 juin à partir de 19h

AGRICULTURE BIOLOGIQUE : INTEGRATION OU ALTERNATIVE ?

L'agriculture biologique est en pleine mutation : pouvoirs publics, circuits commerciaux, et capitaux s'aperçoivent qu'il y a là un créneau porteur, des marchés non saturés et des perspectives d'exportation. Du coup, des portes s'ouvrent. Vers quoi ? Chances à saisir ou risques majeurs ? (...) Nous exprimons notre crainte qu'aujourd'hui, le compromis ne devienne compromission, conscients que nous sommes que les problèmes ne sont ni simples, ni manichéens, et si les propos qui suivent sont parfois extrêmes, c'est afin de bien faire comprendre les enjeux, la réalité étant souvent moins tranchée. Ces problèmes ne sont d'ailleurs pas nouveaux.
L'agriculture biologique suscite aujourd'hui des intérêts qui apparaissent bien souvent en contradiction avec les buts qu'elle s'était fixés et les principes sur lesquels elle s'est construite. Elle attire une nouvelle génération de chefs d'exploitation souvent motivés par des raisons financières opportunistes. Les pouvoirs publics homologuent nos cahiers des charges sans tenir compte de nos avis de producteurs. La profession agricole s'apprête à nous offrir une place où nous allons pouvoir intégrer l'organigramme classique dont on sait quels fruits bénéfiques il apporte aux agriculteurs conventionnels !
Cette évolution pourrait cependant comporter des perspectives d'avenir, si les agrobiologistes et leurs responsables actuels la géraient dans le sens de transmettre à ces courtisans notre orientation et de les faire s'accorder à notre point de vue. Ainsi dans le contexte de cette ouverture des pouvoirs publics, n'y aurait-il pas la possibilité de faire reconnaître des normes propres à l'agriculture biologique et d'éviter ainsi l'aberration d'être assujettis aux mêmes critères que l'agriculture conventionnelle ? Il nous faut constater que l'attrait des subventions à court terme et une "real politik" étriquée risquent d'aboutir à un nivellement par le bas et la perte de notre indépendance.
Et c'est là qu'il nous faut nous interroger sur les motivations respectives qui à la base nous ont amenés à nous retrouver sur le terrain de l'agriculture biologique. Qu'avons-nous de commun ? Le respect de la vie ? La notion est vague ou plutôt, prenons-la au pied de la lettre en considérant qu'au travers de notre manière de consommer et de produire, il nous faut envisager non seulement les équilibres écologiques immédiats, mais aussi des rapports humains et sociaux justes et ouverts, une créativité individuelle justifiée, des relations nord-sud équilibrées...
Toutes ces notions abstractions d'utopistes pour certains, trouvent leurs prolongements concrets dans la structure de nos fermes, et vont à l'encontre d'un modèle dominant vers lequel tendant à se conformer nos jeunes (et moins jeunes) loups : hyper-spécialisation, productivisme accéléré, fumure excessive, cultures hors saison avec plastique à outrance, exploitation abusives de stagiaires et de travailleurs saisonniers, le tout avec un prolongement commercial faisant la part belle au look et à l'emballage.
Et ce n'est pas par hasard si c'est du même côté que viennent les pressions pour faire évoluer les cahiers des charges dans un sens plus laxiste.
Encore une fois, nous savons qu'il faut tenir compte des impératifs économiques et des réalités du marché, mais une chose est d'accepter de faire la part du feu et une autre de fuir en avant. La question se pose aujourd'hui de savoir si notre effort visera à faire émerger des productions et des circuits de ventes autres, ou si nous accepterons de nous intégrer au système qui engendre les centrales nucléaires et élimine un grand nombre de fermes et qui, les premières années passées, et les mêmes causes produisant les mêmes effets, fera des agrobiologistes des rouages assistés de la monstrueuse mécanique.
Le plus grave étant qu'au train où vont les choses, ceux qui croient aux petites unités à taille humaine et aux circuits commerciaux les plus courts risquent de se trouver peu ou prou éliminés par les structures mêmes qu'ils ont contribuées à mettre en place, comme les Amérindiens ou les Kanak repoussés dans des réserves stériles.
Face à celà, nous en appelons à ceux pour qui biologie et dynamique alternative sont indissociables.
Pierre et Fabienne Kung, Philippe Peyron, Michèle Agostini.

A PROPOS DE MACROBIO

Au sujet de l'article "Vade Retro Nuclearus K/Na veille sur moi", je voudrais dire quand même que sans parler du Zen, une simple alimentation macrobiotique n'apporte que des bienfaits. Il s'agit de manger des aliments bios et de préférence les fruits et les légumes qui poussent dans notre pays.
Il faut supprimer le sucre qui n'apporte que des calories et des caries, qui excite et diminue la résistance aux maladies. Il y a bien assez de sucre dans les fruits et les céréales pour vivre !
Pour ceux que cela intéresse, il y a beaucoup d'ouvrages là-dessus. Je voudrais juste que les gens ne prennent pas peur en voyant "macrobiotique".
(...) Je ne regrette qu'une chose, ne pas avoir connu cette alimentation, qui est tout ce qu'il y a de plus logique, avant !
Agnès DECLOITRE

INSECTICIDE

(...) J'ai sous les yeux le petit fascicule pondu par le Centre de Documentation contre les Manipulations Mentales, que cite Ibrahim Carbonare et je trouve cette publication encore plus dangereuse que les maux qu'elle dénonce.
Passe encore de mettre dans le même sac : Krisna, Nouvelle Acropole, Scientologie, Témoins de Jéhovah, Macrobiotique...
Ce n'est pas très fin comme mentalité, mais le plus grave, c'est ce que sous-tend cet ostracisme, c'est l'introduction suivante rédigée par Roger Ikor, prince du conformisme : *"(...) Quant aux sectes d'origine occidentale et pseudo-écologiste, ou elles se teintent d'hindouisme (...) ou elles prennent un aspect carrément fasciste, ou elles jouent d'un anarchisme si outré qu'il détruit les valeurs morales élémentaires et la notion même de la société civilisée" (...) "A peu près toutes les sectes dénoncent la médecine officielle et ne croient qu'aux recettes de sorciers" (...) "Les sectes examinées ici représentent un effort pour déstabiliser en profondeur notre civilisation dans son esprit même"*.
Prenez garde, chers petits écolos et antinucléaires de ne pas vous choisir les verges pour vous faire fouetter.
(...) Ceux qui ne croient pas à la médecine officielle sont des déstabilisateurs de la société civilisée.
Pour le Centre de Documentation contre les Manipulations Mentales, le salut, c'est la civilisation occidentale.
Dans deux minutes, on va voir ressortir les valeurs de l'Occident Chrétien et un fascisme pire que celui que prétend dénoncer Maître Ikor.
Croyez-vous vraiment qu'il y ait place chez ces gens-là pour une démarche écologique ?
Mme Kursian.

SILENCE
"Ecologie, Alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON
Tel: 78.39.55.33.

Imprimé 100 % papier recyclé
******
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
******

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
******
Date de parution : deuxième trimestre 1988
******
Tirage : 2000 ex
******

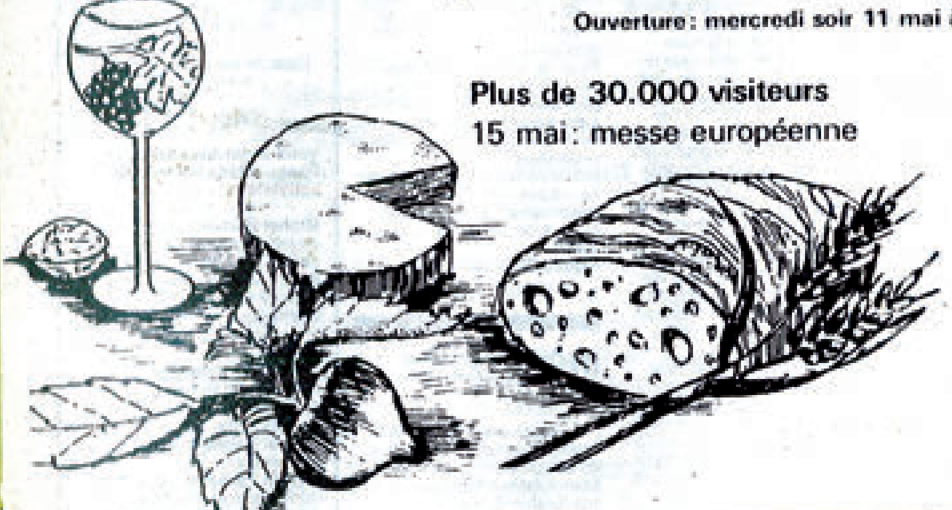
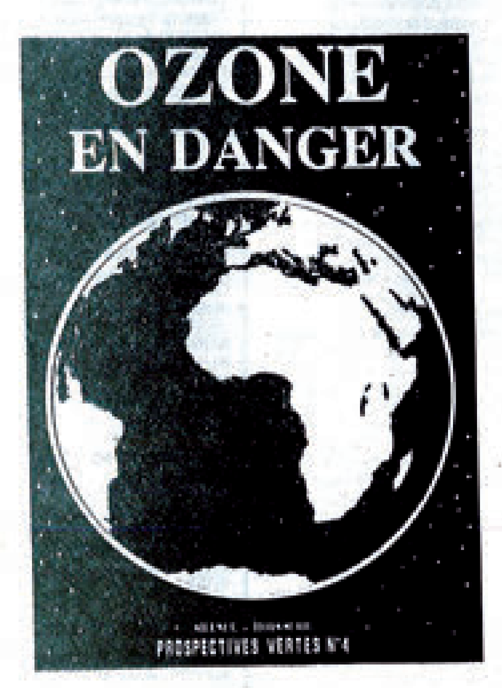
Voici la dernière raffle de Pasqua dans les milieux activistes :

Michel Bernard *pour l'envoi de lettres anonymes*
Jean-Luc Thierry dit le Boss, *pour organisation de bandes de malfaiteurs*
Dominique Zanda *pour chantage à partir de négatifs photos*
Georges David *pour espionnage industriel*
Altho, *pour carricatures outrancières*
Michel Balme, *pour dessins subversifs*
Maloin Fernand, *pour corruption de fonctionnaires*
Jacques Adam, *pour excès de vitesse et dépassement sur les zébras*
Catélène *pour usage de drogues douces et autres médecines parallèles*
Jacques Celaird *pour faux et usage de faux*
Thérèse Troivaux *pour incitation à la non-violence*
Gluon, *pour usage de bombes aux fréons et pots-de-vin catalytiques*
Ibrahim Carbonare, *pour ses liens avec les mouvements intégristes*
Michel Jarru, *suspecté de détournement de fonds et diverses martingales*
Francis Vergier *pour manque de respect envers magistrat*
Michel Delore, *pour violation de frontières*
Eric Bascol, *pour avoir coulé un dossier dans du béton*

Et par ordre d'apparition
AGOSTINI Michèle
Association d'individus
AXONE
BONNEMAINS Jacky
DECLOITRE Agnès
GALLET P.
JEDLICSKA Marc
JESUS O.
KUNG Pierre et Fabienne
KURJIAN Mme
MFPF
OLLIVENSTEIN Dr.
PERLINE
PERSAT Henri
PEYRON Philippe
ROBIN Jean
ROBIN DES BOIS
ROCHE Yvon
SAINTES Jean
SALLENTIN Thierry
TAM-TAM
WISE

les joyeux plieurs

... et le petit bonhomme rose sur son yack poilu.

OZONE
EN DANGER
PROSPECTIVES VERTES N°4